



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK

30 Juin 2015

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET SOCIAUX AU 30 JUIN 2015





BMCE BANK

EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

COMPTABLES APPLIQUES PAR

LE GROUPE

30 Juin 2015

www.bmcebanc.ma

1.1. RÉSUMÉ DES PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS PAR LE GROUPE

1.1.1. Normes comptables applicables

Le Groupe BMCE Bank a adopté les normes internationales d'information financière IFRS depuis l'arrêté des comptes consolidés au 30 juin 2008, avec un bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007.

Les comptes consolidés semestriels résumés du Groupe BMCE BANK ont été préparés et sont présentés en conformité avec la norme IAS (International accounting standards) 34 « information financière intermédiaire ». Ainsi les notes présentées en annexe des états financiers consolidés semestriels portent sur les événements et transactions importants pour comprendre l'évolution de la situation et de la performance financières du Groupe au cours du premier semestre 2015. Ces notes doivent être lues en liaison avec les comptes consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2014 tels qu'ils figurent dans le Document de référence au titre de l'exercice 2014.

Par ailleurs, les activités du Groupe ne présentant pas de caractère saisonnier ou cyclique, les résultats du premier semestre ne sont donc pas influencés par ces facteurs.

1.1.2. Principes de consolidation

a. Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation intègre toutes les entités étrangères et nationales, dont le Groupe détient des participations directes ou indirectes.

Le Groupe BMCE Bank intègre dans son périmètre de consolidation les entités, quelles que soient leurs activités, dont il détient au moins 20% de ses droits de vote existants et potentiels.

Par ailleurs, il intègre les entités dont les montants consolidés remplissent une des conditions suivantes :

- Le total du bilan de la filiale est supérieur à 0,5% du total du bilan de l'entité mère ;
- La situation nette de la filiale est supérieure à 0,5% de la situation nette de l'entité mère ;
- Les produits bancaires de la filiale sont supérieurs à 0,5% des produits bancaires de l'entité mère ;
- Seuils « cumulatifs » qui permettent de s'assurer que le total combiné des entités exclues de la consolidation ne dépasse pas 5% de l'agrégat en consolidé.

b. Les méthodes de consolidation

Le niveau d'intégration, (une intégration globale ou une mise en équivalence) varie respectivement selon que le Groupe exerce un contrôle exclusif, conjoint ou une influence notable.

Au 30 juin 2015, aucune filiale du Groupe n'est contrôlée de manière conjointe.

c. Les règles de consolidation

Les Etats financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés consolidées du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe sont éliminés, sauf dans l'hypothèse où l'actif cédé est considéré comme durablement déprécié.

Conversion des comptes en devises étrangères

Les comptes consolidés du Groupe BMCE Bank sont établis en dirham. La conversion des comptes des entités dont la monnaie fonctionnelle est différente du dirham est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de la période.

d. Regroupement d'entreprises et évaluation des écarts d'acquisition

Coût d'un regroupement d'entreprise

Le coût d'un regroupement d'entreprises est évalué comme le total des justes valeurs des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par l'acquéreur, en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les frais connexes à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Affectation du coût de regroupement d'entreprises aux actifs acquis et aux passifs et passifs éventuels assumés

Le Groupe affecte, à la date d'acquisition, le coût d'un regroupement d'entreprises en comptabilisant les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui satisfont aux critères de comptabilisation à leur juste valeur respective à cette date.

Toute différence positive entre le coût du regroupement d'entreprises et la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables est constatée au niveau de l'écart d'acquisition.

Ecart d'acquisition

A la date d'acquisition, l'écart d'acquisition est comptabilisé à l'actif. Il est initialement évalué à son coût, c'est-à-dire l'excédent du coût du regroupement d'entreprises sur la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Le Groupe pratique, à partir de 2012, la méthode du « Goodwill complet » pour les nouvelles acquisitions. Cette méthode consiste à déterminer l'écart d'acquisition sur la base de l'excédent du prix du regroupement d'entreprises et du montant des intérêts minoritaires sur la juste valeur des actifs, passifs et passifs éventuels identifiables.

Il est à noter que le Groupe n'a pas retraité les regroupements d'entreprises intervenus antérieurement au 01/01/2008, date de la première transition, selon la norme IFRS 3 et ce en application de l'exemption offerte par l'IFRS 1.

Acquisitions successives

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 3 Révisée, le Groupe ne calcule pas un écart d'acquisition complémentaire sur les acquisitions successives après la prise de contrôle initiale.

En particulier, en cas d'augmentation du pourcentage d'intérêt dans une entité déjà consolidée par intégration globale, l'écart entre le coût d'acquisition de la quote-part supplémentaire d'intérêts et la quote-part acquise de l'actif net de l'entité à cette date est enregistré dans les réserves consolidées part du Groupe.

1.1.3. Actifs et passifs financiers

a. Prêts et créances

La catégorie « Prêts et créances » inclut les crédits consentis par le Groupe.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origine directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt.

Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

b. Titres

Catégories de titres

Les titres détenus par le Groupe peuvent être classés en trois catégories.

Actifs financiers à la valeur de marché par résultat

Cette catégorie regroupe les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à leur juste valeur en date de clôture et portés au bilan dans la rubrique « actifs ou passifs à la juste valeur par résultat ». Les variations de juste valeur sont enregistrées dans le résultat de la période dans la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Il est à signaler que le Groupe n'a pas désigné dès l'origine des actifs et passifs financiers non dérivés à la juste valeur en contrepartie du compte de résultat conformément à l'option offerte par l'IAS 39.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie des « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » comprend les titres à revenu fixe ou déterminable, et assortis d'une maturité fixe, que le Groupe a l'intention et la capacité de détenir jusqu'à leur échéance.

Ils sont évalués après leur acquisition au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, qui intègre l'amortissement des primes et décotes correspondant à la différence entre la valeur d'acquisition et la valeur de remboursement de ces titres ainsi que les frais d'acquisition des titres s'ils sont significatifs. Ils peuvent faire l'objet, le cas échéant, de dépréciations en cas de défaillance de l'émetteur. Les revenus perçus sur ces titres sont présentés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie des « Actifs financiers disponibles à la vente » comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs. En date d'arrêté, ils sont évalués à leur valeur de marché et les variations de celle-ci, présentées sous une rubrique spécifique des capitaux propres. Lors de la cession des titres, ces gains ou pertes latents précédemment comptabilisés en capitaux propres sont constatés en compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ». Il en est de même en cas de dépréciation.

Les revenus comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif sur les titres à revenu fixe de cette catégorie sont présentés dans l'agrégat « Intérêts et produits assimilés » du compte de résultat.

Les dividendes perçus sur les titres à revenu variable sont présentés dans l'agrégat « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » lorsque le droit du Groupe à les recevoir est établi.



Acquisitions et cessions temporaires

Opérations de pension

Les titres faisant l'objet d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du Groupe dans leur poste d'origine.

L'obligation de restituer les sommes encaissées est inscrite en Dettes au passif du Bilan.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du Groupe. Le droit à restitution des sommes délivrées par le Groupe est inscrit à l'actif du bilan en « prêts et créances ».

Opérations de prêts et emprunts de titres

Les opérations de prêts de titres ne donnent pas lieu à la décomptabilisation des titres prêtés et les opérations d'emprunts de titres donnent lieu à la comptabilisation au bilan des titres empruntés en contrepartie d'une dette au passif.

Date de comptabilisation des opérations sur titres

Les titres en valeur de marché par résultat ou classés en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou en actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisés en date de négociation.

Les opérations de cession temporaire de titres (qu'elles soient comptabilisées en prêts et créances ou en dettes) ainsi que les ventes de titres empruntés sont comptabilisées initialement en date de règlement livraison.

Ces opérations sont maintenues au bilan jusqu'à l'extinction des droits du Groupe à recevoir les flux qui leur sont attachés ou jusqu'à ce que le Groupe ait transféré substantiellement tous les risques et avantages qui leur sont liés.

c. Opérations en devises

Actifs et passifs monétaires libellés en devises

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis dans la monnaie fonctionnelle de l'entité concernée du Groupe au cours de clôture. Les écarts de change sont comptabilisés en résultat, à l'exception des écarts de change relatifs à des instruments financiers désignés comme instruments de couverture de résultats futurs ou de couverture d'investissement net en devises qui sont, dans ce cas, comptabilisés en capitaux propres.

d. Dépréciation et restructuration des actifs financiers

Dépréciations sur prêts et créances et sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance, dépréciations sur engagements de financement et de garantie

A chaque date de clôture, le Groupe détermine s'il existe une indication objective de dépréciation d'un actif financier ou d'un Groupe d'actifs financiers résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur valeur ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable.

Le Groupe apprécie en premier lieu si des indications objectives de dépréciation existent individuellement, pour des actifs individuellement significatifs, de même que individuellement ou collectivement, pour des actifs financiers qui ne sont pas individuellement significatifs.

Si le Groupe détermine qu'il n'existe pas d'indications objectives de dépréciation pour un actif financier considéré individuellement, significatif ou non, il inclut cet actif dans un Groupe d'actifs financiers représentant des caractéristiques de risque de crédit similaires et les soumet collectivement à un test de dépréciation.

Au niveau individuel, constitue notamment une indication objective de perte de valeur toute donnée observable afférente aux événements suivants :

- L'existence d'impayés ;
- La connaissance ou l'observation de difficultés financières significatives de la contrepartie telles qu'il est possible de conclure à l'existence d'un risque avéré, qu'un impayé ait été ou non constaté ;
- Les concessions consenties aux termes des crédits, qui ne l'auraient pas été en l'absence de difficultés financières de l'emprunteur.

La dépréciation est mesurée comme la différence entre la valeur comptable et la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...).

Le Groupe répartit le portefeuille des créances douteuses comme suit :

Créances individuellement significatives : Revue individuelle de chacun des dossiers pour estimer les flux de recouvrement et les positionner dans le temps. La dépréciation en IFRS correspond à la différence entre l'encours débiteur et la somme des recouvrements attendus actualisés

Les créances non individuellement significatives : La population non couverte de manière individuelle fait l'objet d'une segmentation en classes homogènes de risque et fait l'objet d'un traitement suivant un modèle statistique, fondé sur des données historiques, des flux de recouvrement par année de déclassement approprié à chaque classe homogène des risques.

Les contreparties ne représentant pas des indicateurs de dépréciation

Ces créances font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondé sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté. Cette analyse permet d'identifier les Groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille.

Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

L'exercice du jugement expérimenté des métiers ou de la Direction des Risques peut conduire le Groupe à constater des dépréciations collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels, le Groupe établit dans ce sens des watch list qui représentent la liste des comptes à risque.

Les dotations et reprises des dépréciations de valeur des actifs sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque » tandis que la reprise dans le temps des effets de l'actualisation constitue la rémunération comptable des créances dépréciées et est enregistrée en intérêts et produits assimilés au compte de résultat.

Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente

Les « Actifs financiers disponibles à la vente », essentiellement composés d'instruments de capitaux propres, sont dépréciés par contrepartie du compte de résultat lorsqu'existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition.

Le Groupe a défini deux critères de dépréciation non cumulatifs pour les instruments de capitaux propres inscrits au niveau des actifs financiers disponibles à la vente, l'un fondé sur la baisse significative du cours du titre en considérant comme significative une baisse du cours supérieure à 40 % de la valeur d'acquisition, un autre fondé sur la baisse durable à travers l'observation d'une moins-value latente sur une année.

Pour les instruments cotés sur un marché actif, la dépréciation est déterminée sur la base du cours coté, pour les instruments non cotés sur la base de la valeur de modèle.

La dépréciation des instruments de capitaux propres est enregistrée au sein du Produit Net Bancaire sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente » et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. En outre, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation reconnue en résultat.

Pour les instruments de dettes, la dépréciation se fait de la même manière que les prêts et créances, soit une dépréciation sur base individuelle en cas d'indices de dépréciation durable et sur base collective en l'absence d'indices de dépréciation.

Compte tenu de la nature du portefeuille, le Groupe n'est pas concerné par la dépréciation des instruments de dette.

Restructuration des actifs classés dans la catégorie « Prêts et créances »

Une restructuration pour cause de difficultés financières de l'emprunteur d'un actif classé dans la catégorie « Prêts et créances » se définit comme une modification des termes et conditions de la transaction initiale que le Groupe n'envisage que pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, et telle qu'il en résulte une moindre obligation du client, mesurée en valeur actuelle, à l'égard du Groupe par rapport aux termes et conditions de la transaction avant restructuration.

Au moment de la restructuration, l'actif restructuré fait l'objet d'une décote pour amener sa valeur comptable au montant actualisé au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif des nouveaux flux futurs attendus.

La modification à la baisse de valeur de l'actif est enregistrée dans le compte de résultat, dans la rubrique « Coût du risque ».

Pour chaque dossier, la décote à la date de renégociation a été recalculée sur la base des échéanciers d'origine et des conditions de renégociation.

La décote est calculée comme la différence entre :

- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels initiaux actualisés au taux d'intérêt effectif.
- La somme, à la date, de renégociation des flux contractuels renégociés actualisés au taux d'intérêt effectif. La décote nette d'amortissement est comptabilisée en diminution de l'encours du crédit en contrepartie du résultat, les amortissements seront ensuite comptabilisés en PNB.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

EXTRAIT DES NORMES ET PRINCIPES

COMPTABLES APPLIQUES PAR

LE GROUPE

www.bmcebank.ma

e. Dettes émises représentées par un titre

Les instruments financiers émis par le Groupe sont qualifiés d'instruments de dettes s'il existe une obligation contractuelle pour la société du Groupe émettrice de ces instruments de délivrer du numéraire ou un actif financier au détenteur des titres. Il en est de même dans les cas où le Groupe peut être contraint à échanger des actifs ou des passifs financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement défavorables, ou de livrer un nombre variable de ses propres actions.

Il s'agit pour le Groupe des certificats de dépôts émis par les banques du Groupe notamment BMCE BANK et BANK OF AFRICA ainsi que les bons de sociétés de financement émis par MAGHREBAIL et SALAFIN.

f. Actions propres

Le terme « actions propres » désigne les actions de la société mère BMCE BANK SA et de ses filiales consolidées par intégration globale.

Au 30 juin 2015, le groupe ne détient pas d'actions propres.

g. Instruments dérivés

Tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan en date de négociation pour leur prix de transaction. En date d'arrêté, ils sont réévalués à leur valeur de marché.

Ces dérivés sont comptabilisés au bilan dans le poste « Actifs et passifs financiers à la valeur de marché par résultat ». Ils sont comptabilisés en actifs financiers lorsque la valeur de marché est positive, en passifs financiers lorsqu'elle est négative.

Les gains et pertes réalisés et latents sont comptabilisés au compte de résultat en « Gains et pertes nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat ».

La couverture de valeur est notamment utilisée pour couvrir le risque de taux d'intérêt des actifs et passifs à taux fixe, tant pour des instruments financiers identifiés (titres, émissions, prêts, emprunts) que des portefeuilles d'instruments financiers (dépôts à vue et crédits à taux fixe notamment).

h. Détermination de la juste valeur des instruments financiers

La juste valeur est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif éteint, entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Sont évalués à la juste valeur les actifs financiers des catégories « actifs financiers à la juste valeur par résultat » et « actifs financiers disponibles à la vente »

La juste valeur retenue dans un premier temps correspond au prix coté lorsque l'instrument financier est coté sur un marché actif.

Celles-ci, intègrent, en fonction de l'instrument financier, l'utilisation de données issues de transactions récentes effectuées dans des conditions de concurrence normale, de juste valeur d'instruments substantiellement similaires, de modèles d'actualisation des flux ou de valeur comptables réévaluées.

Le caractère actif d'un marché s'apprécie par la disponibilité régulière des cours des instruments financiers et l'existence de transactions réelles intervenant dans des conditions de concurrence normale.

L'appréciation du caractère inactif d'un marché s'appuie sur des indicateurs tels que la baisse significative du volume des transactions et du niveau d'activité sur le marché, de la forte dispersion des prix disponibles entre les différents intervenants de marché ou l'ancienneté des prix provenant de transactions observées.

i. Revenus et charges relatifs aux actifs et passifs financiers

La méthode du taux d'intérêt effectif est utilisée pour la comptabilisation des revenus et charges relatifs aux instruments financiers évalués au coût amorti.

Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui assure l'identité entre la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs sur la durée de vie de l'instrument financier, ou selon le cas sur une durée de vie plus courte, et le montant inscrit au bilan. Le calcul de ce taux tient compte des commissions reçues ou payées et faisant par nature partie intégrante du taux effectif du contrat, des coûts de transaction et des primes et décotes.

j. Coût du risque

La rubrique Coût du risque comprend les dotations nettes des reprises aux dépréciations et provisions pour risque de crédit, les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties ainsi que des dotations et reprises de provisions pour autres risques notamment les risques opérationnels.

k. Compensation des actifs et passifs financiers

Un actif financier et un passif financier sont compensés et un solde net est présenté au bilan si et seulement si le Groupe a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et s'il a l'intention soit de régler le montant net soit de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

Le Groupe ne compense pas les actifs et passifs financiers.

1.1.4. Immobilisations

a. Immobilisations Corporelles:

Le Groupe a opté pour la méthode du coût pour l'évaluation des immobilisations.

Il est à signaler, qu'en application de l'option accordée par IFRS 1, le Groupe a choisi d'évaluer certaines immobilisations corporelles à la date de transition à leur juste valeur et utiliser cette juste valeur en tant que coût présumé à cette date.

Le coût d'entrée des immobilisations intègre les frais d'emprunt supportés à l'occasion en respect de la norme IAS 23.

Dès qu'elles sont aptes à être utilisées, les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée d'utilité.

Compte tenu de la nature des immobilisations du Groupe BMCE Bank, le Groupe n'a retenu aucune valeur résiduelle sauf pour le matériel de transport détenu par la filiale LOCASOM.

En effet, les autres actifs du Groupe ne font pas l'objet d'un marché suffisamment actif ou d'une politique de renouvellement sur une durée pratique nettement inférieure à la durée d'utilisation possible pour qu'une valeur résiduelle puisse être retenue.

Cette valeur résiduelle vient en déduction de la base amortissable.

Compte tenu de l'activité du Groupe, l'approche par composants a été appliquée essentiellement pour les immeubles. L'option retenue par le Groupe est la reconstitution du coût historique amorti par composants en appliquant une matrice de décomposition en fonction des caractéristiques propres aux constructions du Groupe BMCE Bank.

Matrice de décomposition retenue par BMCE BANK

	Immeubles Sièges		Immeubles autres que sièges	
	Durée	QP	Durée	QP
Structure, gros œuvres	80	55%	80	65%
Façade	30	15%		
Installations générales techniques	20	20%	20	15%
Agencements	10	10%	10	20%

Pertes de valeur

Le Groupe a jugé que la notion de perte de valeur ne sera applicable qu'aux constructions et qu'en conséquence le prix de marché (valeur d'expertise) comme indicateur de dépréciation.

b. Immeubles de placement

La norme IAS 40 définit un immeuble de placement comme étant un bien immobilier détenu pour retirer des loyers et/ou valoriser le capital. Un immeuble de placement génère donc des flux de trésorerie largement indépendants des autres actifs de l'entreprise contrairement aux biens immobiliers dont l'objet principal est la production ou la fourniture de biens ou de services.

Le Groupe qualifie en immeuble de placement, toute immobilisation classée socialement en hors exploitation.

Le Groupe BMCE Bank a opté pour la méthode du coût pour la valorisation de ses immeubles de placement. Le traitement en matière de valorisation est identique à celui retenu pour la valorisation des immeubles d'exploitation.

c. Immobilisations incorporelles

L'évaluation initiale d'une immobilisation incorporelle se fait au coût qui est égal au montant de trésorerie ou d'équivalent de trésorerie payé ou à la juste valeur de toute autre contrepartie donnée pour acquérir un actif au moment de son acquisition ou de sa construction.

L'évaluation postérieure se fait au coût amorti, l'immobilisation est alors comptabilisée à son coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur.

Les pertes de valeurs sont constatées dès lors que des indices de perte de valeur (internes ou externes) sont présents. Les indices de perte de valeur sont appréciés à chaque clôture.

1.1.5. Contrats de location

Les différentes sociétés du Groupe peuvent être le preneur ou le bailleur de contrats de location.

Les contrats de location consentis par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

a. La société du Groupe est le bailleur du contrat de location

Contrats de location-financement

Dans un contrat de location-financement, le bailleur transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de l'actif. Il s'analyse comme un financement accordé au preneur pour l'achat d'un bien.

La valeur actuelle des paiements dus au titre du contrat, augmentée le cas échéant de la valeur résiduelle, est enregistrée comme une créance.

Le revenu net de l'opération pour le bailleur ou le loueur correspond au montant d'intérêts du prêt et est enregistré au compte de résultat sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location-financement en les imputant en amortissement du capital et en intérêts de façon à ce que le revenu net représente un taux de rentabilité constant sur l'encours résiduel. Le taux d'intérêt utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat.

Les dépréciations constatées sur ces prêts et créances, qu'il s'agisse de dépréciations individuelles ou de dépréciations de portefeuille, suivent les mêmes règles que celles décrites pour les prêts et créances.

Contrats de location simple

Est un contrat de location simple, un contrat par lequel l'essentiel des risques et avantages de l'actif mis en location n'est pas transféré au preneur.

Le bien est comptabilisé à l'actif du bailleur en immobilisations et amorti linéairement sur la période de location. L'amortissement du bien s'effectue hors valeur résiduelle tandis que les loyers sont comptabilisés en résultat pour leur totalité de manière linéaire sur la durée du contrat de location.

Ces loyers et ces dotations aux amortissements sont enregistrés au compte de résultat sur les lignes « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ».



b. La société du Groupe est le preneur du contrat de location

Les contrats de location conclus par le Groupe sont analysés en contrats de location-financement (crédit-bail et autres) ou en contrats de location simple.

Contrats de location financement

Un contrat de location-financement est considéré comme un bien acquis par le preneur et financé par emprunt. L'actif loué est comptabilisé pour sa valeur de marché à l'actif du bilan du preneur ou si celle-ci est inférieure, pour la valeur actualisée des paiements minimaux au titre du contrat de location déterminée au taux d'intérêt implicite du contrat.

En contrepartie, une dette financière d'un montant égal à la valeur de marché de l'immobilisation ou à la valeur actualisée des paiements minimaux est constatée au passif du preneur. Le bien est amorti selon la même méthode que celle applicable aux immobilisations détenues pour compte propre, après avoir déduit de son prix d'acquisition l'estimation de sa valeur résiduelle. La durée d'utilisation retenue est la durée de vie utile de l'actif. La dette financière est comptabilisée au coût amorti.

Contrats de location simple

Le bien n'est pas comptabilisé à l'actif du preneur. Les paiements effectués au titre des contrats de location simple sont enregistrés dans le compte de résultat linéairement sur la période de location.

1.1.6. Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées

Un actif est classé comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente que par l'utilisation continue.

Le Groupe ne dispose pas au 30 juin 2015 d'actifs détenus en vue de la vente ou des activités abandonnées.

1.1.7. Avantages au personnel

Classification des avantages au personnel

a. Avantages à court terme

Avantages dus les 12 mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Ils sont à comptabiliser en charges de l'année.

b. Postérieurs à l'emploi à cotisations définies

L'employeur paye un montant fixe de cotisations à un fonds externe et n'a aucune autre obligation. Les prestations reçues sont déterminées par le cumul des cotisations versées augmentées des éventuels intérêts, ils sont comptabilisés en charges de l'année.

c. Postérieurs à l'emploi à prestations définies

Avantages désignant les avantages postérieurs à l'emploi autres que ceux des régimes à cotisations définies. L'employeur s'engage à verser après le départ des salariés un certain montant d'avantages, quelle que soit la couverture de l'engagement. On comptabilise les provisions constituées.

Pour le Groupe, l'indemnité de fin de carrière rentre dans la catégorie des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies : il s'agit d'une prime octroyée lors du départ en retraite et qui dépend de l'ancienneté.

d. Avantages à long terme

Avantages qui ne sont pas dus intégralement dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lequel les membres du personnel ont rendu les services correspondants. Les provisions sont comptabilisées si l'avantage dépend de l'ancienneté.

Pour le Groupe, la médaille du travail rentre dans la catégorie des avantages à long terme : il s'agit d'indemnités versées aux salariés lorsqu'ils atteignent 6 niveaux d'anciennetés compris entre 15 et 40 ans.

e. Indemnités de fin de contrat de travail

Indemnités de rupture de contrat de travail versées en cas de licenciement ou de plan de départ volontaire. L'entreprise peut constituer des provisions si elle est manifestement engagée à mettre fin au contrat de travail des salariés.

a. Méthode d'évaluation

L'évaluation de l'engagement est réalisée en suivant la méthode des unités de crédit projetées « projected unit credit » préconisée par la norme IAS 19. Le calcul se fait individu par individu. L'engagement de la société est constitué de la somme des engagements individuels.

Selon cette méthode, la valeur actuarielle des prestations futures est déterminée en calculant le montant des prestations dues à la date du départ à la retraite en tenant compte d'une projection des salaires et de l'ancienneté à cette date, en prenant en compte les facteurs d'actualisation et de la probabilité de présence et de survie jusqu'à la date de départ à la retraite.

L'engagement représente la valeur actuarielle des prestations futures qui est considérée comme relative aux services passés dans l'entreprise avant la date d'évaluation. Cet engagement est déterminé en appliquant à la valeur actuarielle des prestations futures le ratio de l'ancienneté à la date d'évaluation sur l'ancienneté à la date du départ à la retraite.

Le coût annuel du régime attribuable au coût d'une année de service additionnelle pour chacun des participants est déterminé par le rapport de la valeur actuarielle des prestations futures sur l'ancienneté projetée au moment du départ à la retraite.

b. Principes de comptabilisation

Une provision est comptabilisée au passif du bilan en provision pour couvrir l'intégralité des engagements.

Les différences liées aux changements d'hypothèses de calcul (départs anticipés, taux d'actualisation...) ou constatées entre les hypothèses actuarielles et la réalité (rendement des actifs de couverture...) constituent des écarts actuariels (gains ou pertes).

En application de l'amendement de la norme IAS 19R, ces écarts actuariels ne sont plus amortis et sont comptabilisés directement dans les gains et pertes latents.

Le coût des services passés est étalé sur la durée résiduelle d'acquisition des droits.

La charge annuelle comptabilisée en frais de personnel au titre des régimes à prestations définies comprend :

- les droits supplémentaires acquis par chaque salarié (coût des services rendus) ;
- le coût financier correspondant à l'effet de la désactualisation ;
- le produit attendu des placements dans les fonds de couverture (rendement brut) ;
- l'effet des réductions et liquidations de régimes

1.1.8. Paiement à base d'actions

Le Groupe offre à ses salariés la possibilité de participer à des augmentations de capital dans le cadre de plans d'attribution d'actions.

Des actions nouvelles sont alors proposées avec une décote liée à une période d'incessibilité des actions souscrites.

La charge afférente aux plans attribués est étalée sur la période d'acquisition des droits, dans la mesure où l'obtention de l'avantage est soumise à une condition de présence.

Cette charge, inscrite dans les frais de personnel, dont la contrepartie figure en capitaux propres, est calculée sur la base de la valeur globale du plan, déterminée à la date d'attribution par le Conseil d'Administration.

En l'absence de marché pour ces instruments, des modèles financiers de valorisation prenant en compte le cas échéant les conditions de performance relative de l'action BMCE BANK sont utilisés. La charge totale du plan est déterminée en multipliant la valeur unitaire de l'option ou de l'action gratuite attribuée par le nombre estimé d'options ou d'actions gratuites acquises en fin de période d'acquisition des droits compte tenu des conditions de présence des bénéficiaires.

1.1.9. Provisions de passif

Les provisions enregistrées au passif du bilan du Groupe, autres que celles relatives aux instruments financiers, aux engagements sociaux, concernent principalement les provisions pour restructuration, pour litiges, pour amendes, pénalités et risques fiscaux.

Une provision est constituée lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre une obligation née d'un événement passé et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. Le montant de cette obligation est actualisé pour déterminer le montant de la provision, dès lors que cette actualisation présente un caractère significatif.

Une provision pour risques et charges est un passif dont l'échéance ou le montant sont incertains.

3 critères sont prévus par la norme pour la constitution de la provision pour risques et charges :

- obligation actuelle envers un tiers.
- Probabilité de sortie de ressources pour éteindre l'obligation.
- fiabilité de l'évaluation de cette sortie de ressource.

1.1.10. Impôt exigible et différé :

L'impôt exigible est calculé sur la base des règles et taux appliqués dans les pays d'implantation du Groupe.

"L'impôt différé est comptabilisé lorsqu'existent des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales".

Un impôt différé passif correspond à un impôt différé à payer. Il est reconnu pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ou la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui au moment de la transaction, n'affecte ni le bénéfice comptable ni le bénéfice imposable.

Un impôt différé actif correspond à un impôt à récupérer dans le futur. Il est constaté pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Le Groupe a opté pour l'appréciation de la probabilité de récupération des actifs d'impôt différé.

Les impôts différés dont la probabilité de recouvrement est incertaine ne sont pas activés. La probabilité de recouvrement est appréhendée par les business plans des sociétés concernées.



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK
ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EN NORMES IFRS
AU 30 JUIN 2015
www.bmcebanc.ma

1.1.11. Tableau des flux de trésorerie

Le solde des comptes de trésorerie et assimilés est constitué des soldes nets des comptes de caisse, banques centrales ainsi que les soldes nets des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit.

Les variations de la trésorerie générées par l'activité opérationnelle enregistrent les flux de trésorerie générés par les activités du Groupe, y compris ceux relatifs aux immeubles de placement, aux actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et titres de créances négociables.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations d'investissement résultent des flux de trésorerie liés aux acquisitions et aux cessions de filiales, entreprises associées ou coentreprises consolidées ainsi que ceux liés aux acquisitions et aux cessions d'immobilisations, hors immeubles de placement et immeubles donnés en location simple.

Les variations de la trésorerie liées aux opérations de financement comprennent les encaissements et décaissements provenant des opérations avec les actionnaires et les flux liés aux dettes subordonnées et obligataires, et dettes représentées par un titre (hors titres de créances négociables).

1.1.12. Utilisation d'estimations dans la préparation des états financiers

La préparation des états financiers du Groupe exige des responsables des métiers et des fonctions, la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont relatives.

Cet exercice suppose que les gestionnaires fassent appel à l'exercice de leur jugement et utilisent les informations disponibles à la date d'élaboration des états financiers pour procéder aux estimations nécessaires.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont recouru à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer sensiblement différents de celles-ci notamment en fonction de conditions de marché différentes et avoir un effet significatif sur les états financiers.

Les estimations ayant un effet significatif sur les comptes concernent principalement :

- Les dépréciations (individuelles et collectives) opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire ;

Par ailleurs, d'autres estimations sont effectuées par le management et concernent essentiellement :

- Les tests de dépréciation effectués sur les écarts d'acquisition ;
- Les provisions pour les avantages au personnel ;
- La détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

BILAN

En milliers de DH

ACTIF IFRS	juin-15	déc.-14
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	10 062 952	9 966 747
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	26 179 826	28 609 790
Instruments dérivés de couverture	15 141	
Actifs financiers disponibles à la vente	5 415 360	4 891 427
Prêts et créances sur les Etablissements de crédit et assimilés	19 080 727	16 072 610
Prêts et créances sur la clientèle	162 068 234	155 152 943
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance	21 924 999	18 153 337
Actifs d'impôt exigible	268 821	199 008
Actifs d'impôt différé	385 660	445 733
Comptes de régularisation et autres actifs	5 047 389	4 978 851
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	543 804	513 766
Immeubles de placement	1 977 986	835 047
Immobilisations corporelles	5 968 332	5 847 075
Immobilisations incorporelles	725 676	744 273
Ecarts d'acquisition	832 469	832 470
TOTAL ACTIF IFRS	260 497 376	247 243 077

En milliers de DH

PASSIF IFRS	juin-15	déc.-14
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	3 002 478	2 745 648
Instruments dérivés de couverture		2 018
Dettes envers les Etablissements de crédit et assimilés	35 385 984	33 142 978
Dettes envers la clientèle	171 030 791	161 268 876
Titres de créance émis	12 547 061	13 170 353
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	356 706	55 341
Passifs d'impôt différé	1 064 839	1 099 810
Comptes de régularisation et autres passifs	7 186 029	7 636 569
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	538 931	523 011
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	8 613 628	6 795 304
TOTAL DETTES	239 726 447	226 439 908
Capital et réserves liées	12 905 317	12 488 381
Réserves consolidées		
- Part du groupe	2 024 756	1 481 861
- Part des minoritaires	4 266 575	4 000 114
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	153 574	149 436
Gains ou pertes latents ou différés, part des minoritaires	-4 296	-8 802
Résultat net de l'exercice		
- Part du groupe	1 064 481	1 943 864
- Part des minoritaires	360 522	748 315
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	20 770 929	20 803 169
TOTAL PASSIF IFRS	260 497 376	247 243 077

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES IFRS CONSOLIDES

En milliers de DH

	juin-15	juin-14
Intérêts et produits assimilés	6 565 347	6 129 293
Intérêts et charges assimilés	-2 447 521	-2 459 817
MARGE D'INTERETS	4 117 826	3 669 476
Commissions perçues	1 147 367	1 075 221
Commissions servies	-146 200	-162 350
MARGE SUR COMMISSIONS	1 001 167	912 871
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	353 941	689 601
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	191 686	121 051
RESULTAT DES ACTIVITES DE MARCHE	545 627	810 652
Produits des autres activités	450 931	413 327
Charges des autres activités	-192 046	-208 245
PRODUIT NET BANCAIRE	5 923 505	5 598 081
Charges générales d'exploitation	-2 921 842	-2 655 701
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	-339 757	-314 833
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	2 661 906	2 627 547
Coût du risque	-806 776	-1 054 734
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 855 130	1 572 813
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	56 996	37 864
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-2 601	21 820
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 909 525	1 632 497
Impôts sur les bénéfices	-484 522	-403 052
RESULTAT NET	1 425 003	1 229 445
Résultat hors groupe	360 522	327 854
RESULTAT NET PART DU GROUPE	1 064 481	901 591
Résultat par Action (EN MAD)	5,9	5,0
Résultat dilué par Action (EN MAD)	5,9	5,0

ETAT DU RESULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	30-juin-15	30-juin-14
Résultat net	1 425 003	1 229 445
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui seront reclassés ultérieurement en résultat	8 646	45 911
Écarts de conversion	5 442	5 640
Actifs financiers disponibles à la vente	3 204	40 271
Écarts de réévaluation	3 204	40 271
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres et qui ne seront pas reclassés ultérieurement en résultat	8 646	45 911
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies		
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises MEE		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	8 646	45 911
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres au 30/06/2015	1 433 649	1 275 356
Part du groupe	1 068 620	940 094
Part des intérêts minoritaires	365 029	335 262

Fidarc
Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
29 000 Casablanca
Maroc

11, Avenue Bir Kacem
Soudis
Rabat

GRUPE BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMEDIAIRE
CONSOLIDEE AU 30 JUIN 2015

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur et ses filiales (Groupe BMCE Bank) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 20.770.929, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 1.425.003.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCE Bank arrêtés au 30 juin 2015, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 18 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

FIDAROC GRANT THORNTON
FIDAROC GRANT THORNTON
47, rue Allal Ben Abdellah - Casablanca
Tél : 02 22 58 46 36 - Fax : 02 22 23 60 73
Rachid BOUMEHRAZ
Associé

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISI
Associé

K. P. M. G.
11, Avenue Bir Kacem, Soudis - Rabat
Téléphone : 212 31 63 31 82 (4 90)
Télégramme : 21233 31 31 11



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebanc.ma

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2015

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres ouverture 01.01.2015	1 794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres ouverture 01.01.2015	1 794 634	10 693 747		3 425 707	149 436	16 063 524	4 739 627	20 803 152
Opérations sur capital		416 936		-416 936				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres								
Dividendes				-786 992		-786 992	-459 570	-1 246 562
Résultat de l'exercice				1 064 481		1 064 481	360 522	1 425 003
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)					-1 303	-1 303	4 507	3 204
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					5 442	5 442		5 442
IAS 19 R								
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					4 139	4 139	4 507	8 646
Variation de périmètre				-4 044	-4 044		44 942	40 898
Divers				-192 978	-192 978		-67 227	-260 207
Capitaux propres clôture 30.06.2015	1 794 634	11 110 683		3 089 237	153 575	16 148 129	4 622 801	20 770 929

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES AU 30 JUIN 2014

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux Propres Part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres ouverture 01.01.2014 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Changement de méthodes comptables								
Capitaux propres ouverture 01.01.2014 corrigés	1 794 634	10 309 544	-35 727	2 722 605	107 914	14 898 970	4 244 486	19 143 458
Opérations sur capital		390 778		-390 778				
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres			35 727			35 727		35 727
Dividendes				-719 206		-719 206	-358 892	-1 078 099
Résultat de l'exercice				901 591		901 591	327 854	1 229 445
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions (E)								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat (F)								
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (G)					32 863	32 863	7 408	40 271
Avantages au personnel IAS 19R					5 640	5 640		5 640
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)					38 503	38 503	7 408	45 911
Variation de périmètre				-59 408	-59 408		21 540	-37 868
Divers				-93 519	-93 519		-19 084	-112 604
Capitaux propres clôture 30.06.2014	1 794 634	10 700 322		2 361 284	146 417	15 002 657	4 223 312	19 225 970

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de DH

	juin-15	déc-14	juin-14
Résultat avant impôts	1 909 525	3 323 969	1 632 495
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	1 778 941	3 463 904	1 687 840
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations			
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	66 229	173 473	95 338
+/- Dotations nettes aux provisions	676 954	1 106 319	590 286
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	-60 308	-65 808	-37 864
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-625 185	-1 346 058	-875 285
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement			
+/- Autres mouvements	-674 859	58 543	-552 106
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	1 161 771	3 390 373	908 210
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-470 559	-2 073 872	-3 213 422
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	1 167 633	3 260 835	7 651 746
+/- Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-778 871	-6 036 643	-3 035 205
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-976 490	-4 488 481	-9 011 048
- Impôts versés	-219 781	-806 052	-438 629
Diminution/(augmentation) nette des actifs et des passifs provenant des activités opérationnelles	-1 278 069	-10 144 213	-8 046 558
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	1 793 228	-3 429 871	-5 505 852
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-523 933	-732 356	-256 811
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-1 170 218	-187	-61
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-367 137	-849 669	-325 639
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-2 061 288	-1 582 212	-582 511
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-709 243	-909 304	-1 081 305
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	1 544 448	1 844 774	1 462 825
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	835 206	935 470	381 520
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	-13 250	-252 118	-34 801
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	553 894	-4 328 731	-5 741 645
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	11 215 740	15 544 470	15 544 470
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	9 966 853	11 870 837	11 870 838
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 248 886	3 673 632	3 673 632
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	11 769 634	11 215 740	9 802 825
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	10 062 952	9 966 853	9 729 986
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	1 706 682	1 248 887	72 839
Variation de la trésorerie nette	553 894	-4 328 731	-5 741 645

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	juin 2015			juin 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec la clientèle	4 901 712	1 502 637	3 399 075	4 784 035	1 406 087	3 377 948
Comptes et prêts/emprunts	4 565 335	1 464 909	3 100 426	4 457 097	1 370 360	3 086 737
Opérations de pensions		37 728	-37 728		35 727	-35 727
Opérations de location-financement	336 377		336 377	326 938		326 938
Opérations interbancaires	414 935	437 115	-22 179	383 633	525 443	-141 810
Comptes et prêts/emprunts	292 779	420 023	-127 244	261 668	488 145	-226 477
Opérations de pensions	122 157	17 092	105 065	121 965	37 298	84 667
Emprunts émis par le Groupe						
Instruments de couverture de résultats futurs						
Instruments de couverture des portefeuilles couverts en taux						
Portefeuille de transactions	634 235	507 769	126 465	511 850	528 287	-16 437
Titres à revenu fixe	634 235	357 874	276 361	511 850	376 436	135 414
Opérations de pensions						
Prêts/emprunts						
Dettes représentées par un titre	149 896	-149 896		151 851	-151 851	
Actifs disponibles à la vente						
Actifs détenus jusqu'à échéance	614 465		614 465	449 775		449 775
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTERETS OU ASSIMILÉS	6 565 347	2 447 521	4 117 826	6 129 293	2 459 817	3 669 476

RESULTAT PAR SECTEUR OPERATIONNEL

En milliers de DH

	30/06/2015					30/06/2014						
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banques d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banques d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Marge d'intérêt	1 788 698	17 799	390 491	-8 320	1 929 158	4 117 826	1 565 688	4 864	345 674	-8 671	1 761 921	3 669 476
Marge sur commission	449 294	67 742	7 822		476 309	1 001 167	386 889	60 387	6 775		458 820	912 871
Produits nets bancaires	2 578 500	155 087	402 776	79 231	2 707 911	5 923 505	2 573 645	110 525	358 811	78 106	2 476 994	5 598 081
Charge générale d'exploitation et dotations aux amortissements	-1 345 583	-116 584	-106 806	-43 139	-1 649 487	(3 261 589)	-1 294 304	-90 288	-84 545	-39 273	-1 462 124	(2 970 534)
Résultat Brut d'exploitation	1 232 917	38 503	295 970	36 092	1 058 424	2 661 906	1 279 342	20 237	274 266	38 833	1 014 869	2 627 547
Charge ou Produit d'impôt sur le résultat	-226 360	-26 934	-73 354	-8 342	-149 532	(484 522)	-224 416	-19 172	-68 387	-7 047	-84 030	(403 052)
Résultat Part du groupe	509 438	61 370	86 973	26 230	380 470	1 064 481	436 390	38 056	82 622	24 355	320 168	901 591

ACTIFS ET PASSIFS PAR SECTEUR OPERATIONNEL

	30/06/2015					31/12/2014						
	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banques d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total	Banque au Maroc	Gestion d'actifs & Banques d'Affaires	Services Financiers Spécialisés	Autres Activités	Activités Internationales	total
Total bilan	176 770 321	706 674	7 151 140	270 574	75 598 667	260 497 376	164 934 033	763 527	8 090 081	178 767	73 276 669	247 243 077
Eléments d'actif												
Actifs disponibles à la vente	1 736 315	130 205	17 265	21 026	3 510 549	5 415 360	1 569 636	132 554	17 166	21 026	3 151 045	4 891 427
Prêts et créances sur la clientèle	106 236 180	149	14 511 929		41 319 976	162 068 234	99 370 301	179	14 867 010		40 915 453	155 152 943
Actifs financiers évalués à la juste valeur	25 632 582	118 244	207		428 793	26 179 826	28 476 818	80 444	2 368		50 160	28 609 790
Placements détenus jusqu'à échéance	4 375 300				17 549 699	21 924 999	2 317 968				15 835 369	18 153 337
Eléments du passif												
Dettes envers la clientèle	117 349 326		1 075 735		52 605 730	171 030 791	109 986 007		1 225 018		50 057 851	161 268 876
Fonds propres	14 731 134	243 133	1 288 765	(63 965)	4 571 862	20 770 929	14 527 416	216 015	1 252 591	(41 433)	4 848 580	20 803 169

COMMISSIONS NETTES

En milliers de DH

	juin 2015			juin 2014		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Commissions nettes sur opérations	766 216	50 139	716 077	704 615	50 201	654 414
- avec les établissements de crédit						
- avec la clientèle	557 260		557 260	483 828		483 828
- sur titres	90 850	35 618	55 232	80 948	36 858	44 090
de change	118 106	14 521	103 585	139 839	13 343	126 496
- sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan						
Prestation de services bancaires et financiers	381 151	96 061	285 090	370 606	112 149	258 457
Produits nets de gestion d'OPCVM	181 338	18 807	162			



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebanc.ma

EXPOSITION AUX RISQUES ET STRATEGIES DE COUVERTURE MISSION & ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES

Dans le cadre des missions du Conseil d'Administration portant sur la maîtrise des risques associés aux activités de la Banque, l'examen des systèmes mis en œuvre par la Direction Générale afin de gérer ces risques et ce, garantissant le respect des exigences applicables liées à la réglementation, aux sociétés, aux valeurs mobilières et aux autres obligations légales, BMCE Bank a mis en place un dispositif de gestion des risques reposant sur plusieurs instances de gouvernance, d'une part, et des instances de gestion courante, d'autre part.

Sont ainsi impliqués dans la gestion et surveillance des risques de la Banque et du Groupe, le CACI Groupe, le Comité de Direction Générale, les Comités de Crédit, outre le Comité de Déclassement, le Comité Risques Groupe qui traite des risques de crédit, marché et opérationnel et le comité de pilotage et de gestion des Risques Groupe.

Par ailleurs, le Contrôle Général Groupe est mandaté pour diligenter des missions d'inspection et d'audit dans les différentes entités opérationnelles aussi bien au Maroc qu'à l'étranger.

Le Pôle Risques Groupe, à travers le Management des Risques Groupe, la direction analyse des engagements, la direction surveillance des engagements, d'une part, le pilotage et la surveillance des risques supportés par les entités du Groupe et, d'autre part, examine les modalités d'octroi de lignes de crédit. La mission du Pôle Risques Groupe est de parvenir à la maîtrise des risques contribuant activement à :

- La définition de la politique des risques du Groupe BMCE Bank ;
- La mise en place d'un système de contrôle des risques ;
- La définition et la gestion des processus de prise et de suivi des engagements.

RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est le risque de non remboursement par des clients de leurs obligations envers la Banque en intégralité et dans les délais impartis, et qui pourrait entraîner une perte financière pour la Banque. C'est la catégorie de risque la plus large et qui peut être corrélée à d'autres catégories de risque.

Dispositif de Décision

La procédure d'octroi de crédit mise en œuvre au sein de BMCE Bank s'articule autour de deux approches :

- Une approche standardisée, pour les produits communs destinés aux particuliers, qui repose sur deux piliers :
 - L'utilisation d'une fiche d'auto-contrôle qui formate les critères d'acceptation, sur la base desquels l'évaluation des risques est menée. Cette fiche d'auto-contrôle reprend les conditions du crédit et vérifie la conformité et le respect des normes de crédit ;
 - Un système de délégation qui désigne les niveaux de pouvoirs des autorisations d'attribution de crédit. Il permet d'assurer la conformité des décisions prises au processus de crédit et l'intégrité de la personne délégataire. Chaque demande de prêt transite par toutes les entités subordonnées jusqu'à son octroi par l'entité titulaire de la demande en question.
- Une approche individuelle, en fonction des spécificités et des besoins des entreprises, qui repose sur trois principes directeurs :
 - La gestion du portefeuille de crédit qui permet au Senior Management de détenir suffisamment d'informations pour évaluer le profil de risque de client ;
 - La délégation du pouvoir d'approbation à des individus intuitu personae sur la base de leur expérience, jugement, compétence, et formation professionnelle ;
 - L'équilibre des pouvoirs, les facilités étant accordées sur la base du jugement d'au moins trois personnes "Troika".

Pour certains niveaux de risques, l'approbation du Comité Senior de Crédit ou du Comité des Grands Engagements (CGE) doit être sollicitée. A noter également qu'un contrôle autonome de la qualité du crédit et du respect des procédures est assuré par le Contrôle Général Groupe.

Parallèlement, le Pôle Risques Groupe veille de manière autonome et poursuit le maintien de la qualité de gestion des risques et le respect des règles et procédures internes.

Le niveau d'approbation requis est généralement déterminé par le montant des facilités proposées au client, le rating du client, les crédits nécessitant l'approbation d'un spécialiste sectoriel, les crédits jouissant de garanties sûres, la maturité de la facilité.

La mise en place de la Régionalisation au sein de BMCE Bank a été accompagnée d'une évolution du schéma délégataire afin d'intégrer la nouvelle dimension régionale, à travers l'attribution de délégations de pouvoir aux régions et l'instauration d'un comité de crédit régional.

Diversification du Portefeuille

La diversification du portefeuille de crédit demeure une préoccupation permanente de la politique de risque de la Banque. Les éventuelles concentrations par contrepartie ou par secteur font l'objet d'un examen régulier donnant lieu le cas échéant à des actions correctives permettant une gestion dynamique de l'exposition de la Banque.

A ce propos, des limites de concentration sont instaurées et revues semestriellement portant sur les secteurs d'activité ainsi que les Groupes d'intérêt économique. Aussi, des reportings réguliers sont adressés à BMCE Al-Maghrif, notamment celui du coefficient de division des risques.

Surveillance et pilotage

Le Pôle Risques Groupe assure, au niveau du Groupe BMCE Bank, des missions de prévention et de surveillance permanente des risques de crédit. Fonction clé dans le processus de maîtrise des risques, cette gestion préventive consiste à anticiper les situations de dégradation des risques et à y apporter les ajustements appropriés.

Dans le cadre de l'exercice de cette fonction, le pôle est amené à :

- Surveiller la régularité des engagements : conformité à l'objet du crédit et respect des cotes autorisées, examen des incidents de paiement, revue des dossiers échus... ;
- Détecter les créances présentant des signes de faiblesse persistants ;
- Suivre avec le Réseau l'évolution des principaux risques (créances difficiles, engagements les plus importants et/ ou les plus sensibles) ;
- Déterminer les dossiers éligibles au déclassement au regard de la réglementation en vigueur régissant les créances en souffrance ;
- Suivre en permanence les indicateurs de risque de crédit : créances saines, créances sensibles et créances en souffrance en précisant les provisions, le taux de sinistralité et le taux de couverture.

Créances en souffrance

A l'occasion de la revue périodique, mensuelle, du portefeuille de la Banque et l'analyse des dossiers à risques, chaque filiale procède à la revue de sa classification réglementaire des crédits en s'alignant sur les exigences réglementaires locales.

Cette revue est actée dans le cadre des comités de suivi des comptes à risques et comité de déclassement et ce sur proposition de la fonction Risques de chaque entité. Les décisions de ces comités sont mises en œuvre à travers l'exécution et le suivi du transfert des comptes sains à la catégorie de créances en souffrance correspondantes ainsi que de leur provisionnement.

Le provisionnement fait l'objet de contrôle et de suivi par le Contrôle Général Groupe, les Auditeurs Externes et le Comité d'Audit et de Contrôle Interne.

Dispositif de Notation Interne

Un outil de notation interne « hors Retail » est déployé au niveau du réseau commercial et couvre différents segments balaos.

Parallèlement, un système décisionnel d'octroi de crédit à la consommation a été développé et implémenté au niveau de l'outil d'instruction de crédit de la Banque.

Enfin, une grille de score pour les MRE et professionnels a également été développée.

RISQUE DE MARCHÉ

Les risques de marché sont définis comme les risques de pertes sur des positions de bilan et de hors bilan à la suite de variations des prix du marché, ils recouvrent :

- Le risque de taux d'intérêts ;
- Le risque sur titre de propriété ;
- Le risque de change ;
- Le risque sur produits de base.

Et deux typologies de risque de crédit sur opérations de marché :

- Risque de contrepartie ;
- Risque de règlement livraison.

Les principaux acteurs du dispositif de gestion des risques de marché au sein du Groupe BMCE Bank sont :

- La Direction Générale qui met en œuvre les stratégies et politiques en matière de gestion des risques de marché approuvées par le Conseil d'Administration ;
- Le Comité Risques Groupe qui définit la politique de gestion des risques de marché Groupe et valide toute modification inhérente au pilotage des risques sur opérations de marché mise en œuvre au sein des différentes entités du périmètre ;
- Le Département Risques de Marché Groupe qui centralise la gestion des risques de marché du Groupe BMCE Bank en tant que fonction indépendante des Front Office du Groupe, ce qui lui confère une objectivité optimale dans le pilotage des risques de marché et l'arbitrage entre les différentes activités sur opérations de marché ;
- Les Risk Managements Units des entités du Groupe BMCE Bank qui assurent un contrôle de premier niveau des activités de marché au sein leur entité et adressent des reportings récurrents au Management des Risques Groupe ;
- L'Audit Interne qui s'assure de la mise en œuvre du dispositif de gestion des risques de marché ainsi que du respect des procédures en vigueur.

RISQUE GLOBAL DE LIQUIDITE ET DE TAUX D'INTERET

Afin de préserver les équilibres du bilan dans un contexte de forte croissance des actifs, le dispositif de gestion des risques de liquidité et de taux d'intérêts mis en place par BMCE Bank a pour objectif de veiller à :

- Assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres ;
- Assurer un niveau de liquidité suffisant, permettant à la Banque de faire face à ses obligations à tout moment en la mettant à l'abri d'une crise éventuelle ;
- S'assurer que le risque inhérent aux positions de change ne vienne diminuer la marge bénéficiaire de la Banque ;
- Orienter la stratégie de la Banque de telle sorte à pouvoir saisir pleinement les opportunités de croissance offertes par l'environnement macro économique.

Risque de Liquidité

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de liquidité a pour but, d'adapter la structure de ses ressources afin de permettre à la Banque de poursuivre de manière harmonieuse l'expansion de son activité.

Le risque de liquidité se traduit pour la Banque à travers l'impossibilité de satisfaire ses engagements, lorsque des besoins inattendus sont subis, et qu'elle ne peut y faire face à partir de ses actifs liquides.

Une telle éventualité peut trouver son origine dans d'autres causes que la liquidité. Par exemple des pertes importantes qui résultent des défaillances des contreparties, ou d'évolutions adverses du marché.

Deux sources majeures peuvent générer un risque de liquidité :

- L'incapacité de l'établissement de lever les fonds nécessaires pour faire face à des situations inattendues à court terme, notamment un retrait massif des dépôts ou un tirage maximal des engagements en hors bilan ;
- Le non adossement des actifs et passifs ou le financement des actifs moyen et long termes par des passifs à court terme.

Un niveau de liquidité acceptable est un niveau qui permet à la Banque à la fois de financer l'évolution de ses actifs, et de faire face à ses engagements dès qu'ils sont exigibles, en mettant ainsi la Banque à l'abri d'une crise éventuelle.

Deux indicateurs permettent d'apprécier le profil de liquidité de la Banque :

- Le coefficient de liquidité (tel que défini par la Banque Centrale) ;
- Le profil des impasses cumulées à horizon 12 mois en mode statique.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de liquidité encouru par la Banque à court, moyen et long termes. Cette technique permet d'estimer les besoins nets de refinancement sur différents horizons et d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

Risque de Taux

Le risque de taux d'intérêts est le risque que l'évolution future des taux d'intérêts vienne réduire les marges prévisionnelles de la Banque.

La variation des taux d'intérêts impacte également la valeur actualisée des flux futurs attendus. Le degré d'impact sur la valeur économique des actifs et des passifs dépend de la sensibilité des différentes composantes du bilan à une variation des taux.

L'appréciation du risque de taux peut s'effectuer à travers un ensemble de simulations de stress testing, dans le cadre d'un scénario de variation des taux de 200 pbs tel que préconisé par le Comité de Bâle.

La stratégie de la Banque en matière de gestion du risque de taux d'intérêts, veille à assurer la stabilité des résultats contre les variations des taux d'intérêts, en préservant la marge d'intérêt et en optimisant la valeur économique des Fonds Propres.

Les variations des taux d'intérêts peuvent avoir des répercussions néfastes sur la marge d'intérêt de la Banque, et par conséquent causer de sérieuses déviations par rapport au plan initial.

Afin de neutraliser ces risques de déviation, le département ALM oriente régulièrement la stratégie de la Banque en fixant des règles d'adossement des emplois à des ressources de même nature, et en définissant un seuil de tolérance maximum de déviation de la marge d'intérêt par rapport au PNB prévisionnel.

La technique des impasses / Gap périodiques ou cumulées en dirhams et en devises, permet d'évaluer le niveau de risque de taux encouru par la Banque à court terme et à moyen long termes. Cette technique permet d'estimer les décalages d'adossements actif / passif sur différents horizons afin d'arrêter les modalités adéquates de couverture.

RISQUE OPERATIONNEL

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe.

L'objectif prioritaire du Groupe BMCE Bank au travers de son dispositif de gestion des risques opérationnels est la réduction de l'exposition aux risques opérationnels, l'optimisation des processus de surveillance et le renforcement du dispositif de contrôle.

Le système interne de mesure du risque opérationnel est étroitement associé à la gestion quotidienne des risques à travers la collecte des événements de risques, la cartographie des risques opérationnels ainsi que les indicateurs clés de risques (K.R.I.). Une organisation spécifique de gestion des risques opérationnels a été mise en place se basant sur des interlocuteurs risques opérationnels. Il s'agit des Correspondants Risques opérationnels Métiers et Filiales (CRO), coordinateurs risques opérationnels et relais risques opérationnels.

Plusieurs types d'attitudes peuvent être envisagés pour la gestion des risques opérationnels :

- Renforcer les contrôles ;
- Couvrir les risques, en particulier via la mise en place d'assurance ;
- Eviter les risques, via notamment le redéploiement d'activités ;
- Elaborer des plans de continuité d'activité.

Le Groupe BMCE Bank dispose d'un dispositif de contrôle permettant une forte réduction des risques opérationnels. Cependant, en termes de gestion des risques opérationnels et via son dispositif dédié, elle conserve toute latitude pour identifier au cas par cas le comportement optimal, en fonction des différents types de risque explicités au préalable. Par ailleurs, le Groupe dispose de polices d'assurances permettant d'atténuer les risques encourus relatifs aux dommages des locaux, des fraudes, des vols de valeurs et de responsabilité civile...

La gouvernance des risques opérationnels au sein du Groupe BMCE Bank est structurée en trois Comités RO :

- Comité de Suivi des Risques Opérationnels Métiers ;
- Comité Risques Opérationnels Filiales ;
- Comité Risques Opérationnels Groupe.

Les missions de ces Comités portent sur la revue périodique de :

- L'évolution de l'exposition aux risques opérationnels et de l'environnement de contrôle de ces risques ;
- L'identification des principales zones de risque, en termes d'activités et de types de risques ;
- La définition des actions préventives et correctives à mettre en place afin de réduire le niveau de risque ;
- Le montant des Fonds Propres à allouer aux risques opérationnels, le coût des actions de prévention à mettre en œuvre ainsi que le coût lié aux assurances à mettre en place.

Plan de Continuité d'Activité

Porté par un cadre réglementaire, le plan de continuité d'activité répond à une importance croissante accordée à la minimisation des effets des interruptions des activités, du fait des interdépendances qui existent entre elles et les ressources sur lesquelles elles reposent, notamment humaines, informatiques ou encore logistiques. Il s'agit d'un ensemble de mesures et procédures visant à assurer, selon divers scénarios de crise, y compris face à des chocs extrêmes, le maintien, le cas échéant de façon temporaire selon un mode dégradé, des prestations des services essentielles de la Banque puis la reprise planifiée des activités.

RISQUE PAYS

Par risque pays on entend la possibilité qu'une contrepartie souveraine d'un pays donné ne soit pas en mesure ou refuse, et que les autres contreparties de ce pays ne soient pas en mesure, de remplir leurs obligations à l'égard de l'étranger pour des considérations d'ordre sociopolitique, économique ou financier.

La politique de gestion des risques pays décrit en détail le dispositif qui repose sur les axes suivants :

- Identification du risque pays ;
- Calcul de l'exposition par pays et consolidation ;
- Élaboration de la fiche pays et sa notation ;
- Allocation des limites pays ;
- Reporting et alertes ;
- Provisionnement.

Le suivi et la surveillance des expositions du Groupe sur les risques pays sont assurés à travers une remontée mensuelle de Reporting provenant des filiales à destination du Management des Risques Groupe.

Ces reporting dressent la situation en fin de mois et permettent un suivi des limites pays fixées annuellement.

STRESS TESTING

Le stress Testing consiste à analyser différents scénarios suite à des chocs extrêmes affectant le portefeuille et à pour objectif :

- De renforcer les outils de mesure de risque afin de prévoir et d'anticiper d'éventuels risques de crédit ;
- Une meilleure allocation des Fonds Propres en prenant en considération l'augmentation continue des encours du crédit du portefeuille.

Le Groupe BMCE Bank intègre le stress testing comme composante fondamentale de sa politique de gestion des risques, à ce titre, des exercices de stress test sont réalisés régulièrement en sus des reportings semestriels instaurés par le régulateur.

ACTIFS, PASSIFS ET INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT

En milliers de DH

	30/06/2015			31/12/2014		
	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total	Portefeuille de transactions	Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	Total
ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Titres de créance négociables	5 231 607		5 231 607	4 014 284		4 014 284
Bons du trésor et autres effets mobilisables auprès des banques centrales	5 123 556		5 123 556	2 789 392		2 789 392
Autres titres de créances négociables	108 051		108 051	1 224 892		1 224 892
Obligations	1 398 317		1 398 317	2 295 130		2 295 130
Obligations d'Etat	522 410		522 410	565 681		565 681
Autres obligations	875 907		875 907	1 729 449		1 729 449
Actions et autres titres à revenu variable	19 533 465		19 533 465	22 319 502		22 319 502
Opérations de pension						
Prêts						
- aux établissements de crédit						
- à la clientèle entreprises						
- à la clientèle particuliers						
Instruments financiers dérivés de transaction	16 437		16 437	-19 126		-19 126
Instruments dérivés de cours de change	15 860		15 860	-19 703		-19 703
Instruments dérivés de taux d'intérêt	577		577	577		577
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	26 179 826		26 179 826	28 609 790		28 609 790
Dont titres prêtés						
Hors actions et autres titres à revenu variable						
PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT						
Emprunts de titres et ventes à découvert						
Opérations de pension						
Emprunts	2 915 162		2 915 162	2 696 353		2 696 353
Etablissements de crédit	2 915 162		2 915 162	2 696 353		2 696 353
Clientèle Entreprises						
Dettes représentées par un titre						
Instruments financiers dérivés de transactions	87 316		87 316	49 295		49 295
Instruments dérivés de cours de change	87 316		87 316	49 295		49 295
Instruments dérivés de taux d'intérêt						
Instruments dérivés sur actions						
Instruments dérivés de crédit						
Autres instruments dérivés						
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS EN VALEUR DE MARCHÉ PAR RESULTAT	87 316	2 915 162	3 002 478	49 295	2 696 353	2 745 648



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK

30 Juin 2015

BMCE BANK

EXTRAIT DES NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EN NORMES IFRS

www.bmcebanc.ma

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES A LA VENTE

En milliers de DH

	juin-15	décembre-14
Titres de créance négociables		
Bons du Trésor et autres effets mobilisables auprès de la banque centrale		
Autres titres de créance négociables		
Obligations	3 076 709	2 737 896
Obligations d'Etat	1 912 343	1 957 528
Autres Obligations	1 164 067	780 368
Actions et autres titres à revenu variable	2 743 441	2 561 896
dont titres cotés	323 743	325 463
dont titres non cotés	2 419 699	2 236 433
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE AVANT DEPRECIATION	5 819 850	5 299 792
Provisions pour dépréciation des actifs disponibles à la vente	-404 491	-408 365
Titres à revenu fixe		
Titres à revenu variable	-404 491	-408 365
TOTAL DES ACTIFS DISPONIBLES A LA VENTE, NETS DE DEPRECIATIONS	5 415 360	4 891 427
<i>dont titres à revenu fixe, nets de dépréciations</i>		

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes à vue	4 903 559	3 923 290
Prêts	12 641 706	12 169 796
Opérations de pension	1 602 115	47 877
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS AVANT DEPRECIATION	19 147 380	16 140 963
Dépréciation des prêts et créances émis sur les établissements de crédit	66 653	68 353
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDITS NETS DE DEPRECIATION	19 080 727	16 072 610

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes à vue	2 289 700	2 254 051
Emprunts	26 567 164	26 604 762
opérations de pension	6 529 120	4 284 165
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT	35 385 984	33 142 978

PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes ordinaires débiteurs	23 962 394	24 271 477
Prêts consentis à la clientèle	119 910 365	116 381 173
Opérations de pension	13 420 288	9 467 823
Opérations de location-financement	12 084 970	11 910 030
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE AVANT DEPRECIATION	169 431 920	162 030 503
Dépréciation des prêts et créances sur la clientèle	-7 309 783	-6 877 560
TOTAL DES PRETS CONSENTIS ET CREANCES SUR LA CLIENTELE NETS DE DEPRECIATION	162 068 234	155 152 943

VENTILATION DES CREANCES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Banque au Maroc	106 236 180	99 346 209
Services Financiers Spécialisés	14 511 929	14 867 010
Activités à l'international	41 319 976	40 939 545
Gestion d'actifs	149	179
Autres Activités		
Total en principal	162 068 234	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	162 068 234	155 152 943

VENTILATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Maroc	120 748 258	114 213 398
Afrique	37 964 199	37 560 208
Europe	3 355 776	3 379 337
Total en principal	162 068 234	155 152 943
Dettes rattachées		
Valeur au bilan	162 068 234	155 152 943

DETTES ENVERS LA CLIENTELE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Comptes ordinaires créditeurs	92 828 928	89 254 191
Comptes à terme	39 312 187	35 948 532
Comptes d'épargne	20 401 715	19 993 183
Bons de caisse	5 513 190	4 488 643
Opérations de pension	3 708 204	3 246 264
Autres comptes créditeurs	9 266 567	8 338 063
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE	171 030 791	161 268 876

VENTILATION DES DETTES ENVERS LA CLIENTELE PAR AGENT ECONOMIQUE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Banque au Maroc	117 349 326	109 986 007
Services Financiers Spécialisés	1 075 735	1 225 018
Activités à l'international	52 605 730	50 057 851
Gestion d'actifs		
Autres Activités		
TOTAL EN PRINCIPAL	171 030 791	161 268 876
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	171 030 791	161 268 876

VENTILATION DES DETTES SUR LA CLIENTELE PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
Maroc	118 425 061	111 211 025
Afrique	51 236 686	48 544 736
Europe	1 369 044	1 513 115
TOTAL EN PRINCIPAL	171 030 791	161 268 876
Dettes rattachées		
VALEUR AU BILAN	171 030 791	161 268 876

IMMOBILISATIONS DE PLACEMENT ET D'EXPLOITATION

En milliers de DH

	30 juin 2015			31 déc 2014		
	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable	Valeur brute comptable	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette comptable
Immobilisations corporelles	10 757 187	4 788 855	5 968 332	10 437 505	4 590 430	5 847 075
Terrains et constructions	941 359	476 962	464 397	2 036 095	454 328	1 581 767
Equipement, Mobilier, Installations	3 909 687	1 908 969	2 000 718	3 871 866	1 687 683	2 155 139
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	5 906 141	2 402 924	3 503 217	4 529 544	2 448 419	2 081 475
Immobilisations incorporelles	1 789 023	1 063 347	725 676	1 711 352	967 079	744 273
Logiciels informatiques acquis	1 080 130	638 224	441 906	1 045 026	563 703	514 944
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	708 893	425 123	283 770	666 326	403 376	255 577
Immeubles de placements	2 055 941	77 955	1 977 986	941 187	106 140	835 047

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	30-juin-15	31-déc-14
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUEES EN DEBUT DE PERIODE	523 011	456 573
Dotations aux provisions	74 274	129 384
Reprises de provisions	-44 512	-45 024
Utilisation des provisions	-12 738	-12 682
Variation des parités monétaires et divers	-1 104	-5 240
TOTAL DES PROVISIONS CONSTITUEES EN FIN DE PERIODE	538 931	523 011

EVOLUTION DU CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION

	juin-15	juin-14
Capital (EN MAD)	1 794 633 900	1 794 633 900
Nombre d'actions ordinaires en circulation au cours de l'année	179 463 390	179 463 390
Résultat Part groupe (EN MAD)	1 064 480 875	901 591 490
Résultat par Action (EN MAD)	5,9	5,0
Résultat dilué par Action (EN MAD)	5,9	5,0

PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêts	Méthode de consolidation
BMCE BANK	Banque			Mère
BMCE CAPITAL	Banque d'Affaire	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL GESTION	Gestion d'actif	100,00%	100,00%	I.G.
BMCE CAPITAL BOURSE	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	I.G.
MAROC FACTORING	Factoring	100,00%	100,00%	I.G.
MAGHREBAIL	Crédit-Bail	52,47%	52,47%	I.G.
SALAFIN	Crédit à la consommation	74,76%	74,76%	I.G.
BMCE EUROSERVICES	Ets financier	100,00%	100,00%	I.G.
LA CONGOLAISE DES BANQUES	Banque	25,00%	25,00%	I.G.
BMCE BANK INTERNATIONAL HOLDING	Banque	100,00%	100,00%	I.G.
BANK OF AFRICA	Banque	73,68%	73,68%	I.G.
LOCASOM	Location de voiture	100,00%	97,30%	I.G.
RM EXPERTS	Recouvrement	100,00%	100,00%	I.G.
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	Banque	32,38%	32,38%	M E E
EULER HERMES ACMAR	Assurance	20,00%	20,00%	M E E
EURAFRIC INFORMATION	Informatique	41,00%	41,00%	M E E
CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	Bureau d'étude	38,90%	38,90%	M E E



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2015

www.bmcebanc.ma

BILAN

	En milliers de DH	
ACTIF	30/06/2015	31/12/2014
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	2 360 561	1 485 051
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	22 382 198	19 189 919
A vue	4 930 574	3 277 067
A terme	17 451 624	15 912 852
Créances sur la clientèle	106 012 961	99 394 236
Crédits de trésorerie et à la consommation	37 481 859	36 332 382
Crédits à l'équipement	16 696 158	15 874 715
Crédits immobiliers	35 841 820	34 902 957
Autres crédits	15 993 124	12 284 182
Créances acquises par affectation	25 941 408	28 818 673
Titres de transaction et de placement	25 941 408	28 818 673
Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 861 905	3 917 123
Autres titres de créance	639 214	2 671 234
Titres de propriété	19 440 289	22 230 316
Autres actifs	1 874 943	1 817 097
Titres d'investissement	6 028 003	4 186 530
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 652 607	1 658 770
Autres titres de créance	4 375 396	2 527 760
Titres de participation et emplois assimilés	7 407 993	6 795 302
Créances subordonnées	201 610	198 777
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Immobilisations incorporelles	472 511	465 661
Immobilisations corporelles	3 379 763	2 221 952
TOTAL DE L'ACTIF	176 061 951	164 573 198

HORS BILAN

	En milliers de DH	
HORS BILAN	30/06/2015	31/12/2014
ENGAGEMENTS DONNÉS	20 277 653	15 707 834
Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 168 454	1 010 948
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 969 171	5 135 737
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 544 843	2 475 877
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 577 494	7 051 626
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	17 691	33 646
ENGAGEMENTS REÇUS	6 876 176	6 069 533
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 640 783	5 880 341
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 773	30 773
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	204 620	158 419

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

	En milliers de DH	
	30/06/2015	30/06/2014
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	5 858 789	5 452 262
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	346 214	243 269
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 704 410	2 691 454
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	225 773	297 108
Produits sur titres de propriété	459 514	383 840
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Commissions sur prestations de service	448 960	383 664
Autres produits bancaires	1 673 918	1 452 927
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	2 814 305	2 481 507
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	397 328	487 103
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	863 949	866 308
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	313 536	308 219
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
Autres charges bancaires	1 239 492	819 877
PRODUIT NET BANCAIRE	3 044 484	2 970 755
Produits d'exploitation non bancaires	64 846	64 998
Charges d'exploitation non bancaires	28 127	30 539
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	1 536 312	1 444 522
Charges de personnel	693 865	654 220
Impôts et taxes	52 449	41 581
Charges externes	620 118	578 452
Autres charges générales d'exploitation		
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	169 880	170 269
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	858 798	1 051 949
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	756 696	679 457
Pertes sur créances irrécouvrables	94 982	320 286
Autres dotations aux provisions	7 120	52 206
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	401 694	509 480
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	274 667	420 184
Récupérations sur créances amorties	31 265	14 954
Autres reprises de provisions	95 762	74 342
RESULTAT COURANT	1 087 786	1 018 223
Produits non courants		
Charges non courantes		
RESULTAT AVANT IMPOTS	1 087 785	1 018 223
Impôts sur les résultats	185 210	212 892
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	902 575	805 330

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES AU 30 JUIN 2015

INDICATION DES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les méthodes d'évaluation sont conformes à celles préconisées par le plan comptable des établissements de crédit

Fidarc
Grant Thornton

47, rue Allal Ben Abdellah
20 000 Casablanca
Maroc

T1, Avenue Bir Kacem
Sousissi
Rabat

BANQUE MAROCAINE DU COMMERCE EXTERIEUR
ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE SUR LA SITUATION INTERMEDIAIRE
PERIODE DU 1^{er} JANVIER AU 30 JUIN 2015

En application des dispositions du Dahir portant loi n°1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank » comprenant le bilan, le hors bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et les états des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 22.019.355, dont un bénéfice net de KMAD 902.575, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ce joint, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations du semestre écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine du Commerce Extérieur « BMCE Bank » arrêtés au 30 juin 2015, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 18 septembre 2015

FIDAROC GRANT THORNTON

Rachid BOUMEHRAZ
Associé

Les Commissaires aux Comptes

KPMG

Jamal SAAD EL IDRISSE
Associé

	En milliers de DH	
PASSIF	30/06/2015	31/12/2014
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	18 821 565	16 381 512
A vue	1 865 098	1 284 814
A terme	16 956 467	15 096 698
Dépôts de la clientèle	117 563 033	110 102 437
Comptes à vue créditeurs	59 895 278	58 971 097
Comptes d'épargne	19 510 620	19 170 935
Dépôts à terme	31 766 601	26 758 529
Autres comptes créditeurs	6 390 534	5 201 876
Titres de créance émis	14 228 633	13 734 518
Titres de créance négociables	11 312 933	11 021 963
Emprunts obligataires	2 915 700	2 712 555
Autres titres de créance émis		
Autres passifs	3 015 137	3 950 602
Provisions pour risques et charges	414 227	409 099
Provisions réglementées		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	8 211 418	6 303 067
Ecarts de réévaluation		
Réserves et primes liées au capital	11 110 684	10 693 747
Capital	1 794 634	1 794 634
Actionnaires, Capital non versé (-)		
Report à nouveau (+/-)	44	10
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)		
Résultat net de l'exercice (+/-)	902 575	1 203 572
TOTAL DU PASSIF	176 061 951	164 573 198

ETAT DES SOLDES DE GESTION

	En milliers de DH	
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS	30/06/2015	30/06/2014
(+) Intérêts et produits assimilés	3 276 397	3 231 831
(-) Intérêts et charges assimilés	1 574 813	1 661 629
MARGE D'INTERET	1 701 584	1 570 202
(+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location		
(-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location		
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION		
(+) Commissions perçues	539 217	472 424
(-) Commissions servies	98 976	96 151
MARGE SUR COMMISSIONS	440 241	376 273
(+) Résultat des opérations sur titres de transaction	231 412	578 192
(+) Résultat des opérations sur titres de placement	95 901	68 510
(+) Résultat des opérations de change	202 567	59 875
(+) Résultat des opérations sur produits dérivés	10 931	31 855
Résultat des opérations de marché	540 811	738 432
(+) Divers autres produits bancaires	459 514	383 840
(-) Diverses autres charges bancaires	97 667	97 992
PRODUIT NET BANCAIRE	3 044 483	2 970 755
(+) Résultat des opérations sur immobilisations financières	93 763	9 211
(+) Autres produits d'exploitation non bancaires	64 846	64 997
(-) Autres charges d'exploitation non bancaires	28 118	27 974
(-) Charges générales d'exploitation	1 536 312	1 444 521
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	1 638 662	1 572 468
(+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-545 747	-564 605
(+) Autres dotations nettes des reprises aux provisions	-5 130	10 359
RESULTAT COURANT	1 087 785	1 018 222
RESULTAT NON COURANT		
(-) Impôts sur les résultats	185 210	212 892
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	902 575	805 330
II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	30/06/2015	30/06/2014
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	902 575	805 330
(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	169 880	170 269
(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		51 772
(+) Dotations aux provisions pour risques généraux		
(+) Dotations aux provisions réglementées		
(+) Dotations non courantes		
(-) Reprises de provisions	93 772	63 549
(-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	36 139	10 461
(+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles		
(-) Plus-values de cession sur immobilisations financières		
(+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	9	2 565
(-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	942 553	955 926
(-) Bénéfices distribués		
(+) AUTOFINANCEMENT	942 553	955 926

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	En milliers de DH	
	30/06/2015	31/12/2014
Produits d'exploitation bancaire perçus	5 196 584	9 881 735
Récupérations sur créances amorties	31 265	21 577
Produits d'exploitation non bancaire perçus	64 846	153 683
Charges d'exploitation bancaire versées	2 933 107	5 732 078
Charges d'exploitation non bancaire versées	28 127	55 594
Charges générales d'exploitation versées	1 366 432	2 689 528
Impôts sur les résultats versés	185 210	251 133
FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	779 819	1 328 662
Variation de :		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-3 192 279	-3 184 550
Créances sur la clientèle	-6 618 725	3 254 232
Titres de transaction et de placement	1 035 792	-382 505
Autres actifs	-57 846	-382 886
Immobilisations données en crédit-bail et en location		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 440 053	-9 064 995
Dépôts de la clientèle	7 460 596	7 499 152
Titres de créance émis	494 115	1 958 058
Autres passifs	-793 670	-4 152 956
Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	768 036	-4 456 450
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	1 547 855	-3 127 788
Produit des cessions d'immobilisations financières		3 984
Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	52 575	71 284
Acquisition d'immobilisations financières	352 597	86 788
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	1 350 988	394 303
Intérêts perçus	237 282	571 616
Dividendes perçus	20 880	342 216
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 332 848	508 009
Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
Emission de dettes subordonnées	1 908 351	882 070
Emission d'actions		
Remboursement des capitaux propres et assimilés		
Intérêts versés	458 209	946 924
Dividendes versés	789 639	717 853
FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	660 503	-782 707
VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE	875 510	-3 402 486
TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	1 485 051	4 887 537
TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	2 360 561	1 485 051



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK
ETATS DE SYNTHESE
COMPTES SOCIAUX
AU 30 JUIN 2015
www.bmcebanc.ma

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2015	Total 31/12/2014
Comptes ordinaires débiteurs	1 035 697	1 334 920	2 678 144	1 190 610	6 239 371	4 747 487
Valeurs reçues en pension			2 027 186		2 027 186	45 210
Au jour le jour						
A terme			2 027 186		2 027 186	45 210
Prêts de trésorerie		1 244 345	1 449 395	1 985 434	4 679 174	4 100 656
Au jour le jour		1 026 115		5 000	1 031 115	
A terme		218 230	1 449 395	1 980 434	3 648 059	4 100 656
Prêts financiers		815 208	7 750 852	58 314	8 624 374	8 761 190
Autres créances	2 895 760	200 576		50 661	3 146 997	3 004 045
Intérêts courus à recevoir	4 081	3 732	14 434	3 410	25 657	16 382
Créances en souffrance						
TOTAL	3 935 538	3 598 781	13 920 011	3 288 429	24 742 759	20 674 970

CREANCES SUR LA CLIENTELE

En milliers de DH

	Secteur public	Secteur privé			Total 30/06/2015	Total 31/12/2014
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autres clientèles		
Crédits de trésorerie	1 088 582	2 242 606	24 670 207	47 339	28 048 734	27 461 801
Comptes à vue débiteurs	959 725	2 242 606	13 478 224	37 591	16 718 146	17 053 584
Créances commerciales sur le Maroc	52 928		4 072 678	9 748	4 135 354	3 581 140
Crédits à l'exportation			463 003		463 003	331 211
Autres crédits de trésorerie	75 929		6 656 302		6 732 231	6 495 866
Crédits à la consommation				8 948 688	8 948 688	8 395 860
Crédits à l'équipement	3 305 903		13 146 394		16 452 297	15 642 922
Crédits immobiliers			9 778 555	26 004 218	35 782 773	34 852 464
Autres crédits de trésorerie	154 005	13 814 420	366 920		14 335 345	10 547 433
Créances acquises par facturation						
Intérêts courus à recevoir	34 058	120 162	366 977	266 148	787 345	756 595
Créances en souffrance	3 218	2 200	1 082 928	569 433	1 657 779	1 737 161
Créances pré-douteuses			140 262	185 972	326 234	401 251
Créances douteuses	83	202	475 795	51 111	527 191	575 064
Créances compromises	3 135	1 998	466 871	332 350	804 354	760 845
TOTAL	4 585 766	16 179 388	49 411 981	35 835 826	106 012 961	99 394 236

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

En milliers de DH

	Ets de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 30/06/2015	Total 31/12/2014
			Financiers	Non Financiers		
Titres cotés	1 610 671	7 708 332	19 440 289	475 669	29 234 961	29 749 787
Bons du Trésor et valeurs assimilées		7 482 034			7 482 034	5 489 415
Obligations	1 610 671	226 298		475 669	2 312 638	2 030 056
Autres titres de créance			19 440 289		19 440 289	22 230 316
Titres de propriété						
Titres non cotés	2 472 507	94 858	80 247	86 839	2 734 451	3 255 415
Bons du Trésor et valeurs assimilées						
Obligations	2 230 858				2 230 858	1 000 146
Autres titres de créance	192 012		79 271	80 000	351 283	2 089 384
Titres de propriété						
Intérêts courus	49 636	94 858	976	6 839	152 309	165 885
TOTAL	4 083 178	7 803 190	19 520 536	562 508	31 969 411	33 005 202

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

En milliers de DH

	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 808 980	4 808 980	4 808 980			
Obligations	275 699	275 699	275 699			
Autres titres de créance	100 000	100 000	100 000			
Titres de propriété	19 440 289	19 440 289	19 440 289			
Titres de placement	1 334 457	1 316 440	1 316 440			18 017
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 070 942	1 052 924	1 052 924			18 017
Obligations						
Autres titres de créance	263 516	263 516	263 516			
Titres de propriété						
Titres d'investissement	6 035 239	6 028 003	5 953 294		74 709	7 236
Bons du Trésor et valeurs assimilées	1 652 607	1 652 607	1 591 840		60 767	
Obligations	4 303 362	4 296 125	4 282 184		13 942	7 236
Autres titres de créance	79 271	79 271	79 271			
TOTAL	31 994 665	31 969 411	31 894 703			

CREANCES SUBORDONNEES

En milliers de DH

	Montant			Dont entreprises liées et apparentées	
	Brut	30/06/2015 Provisions	Net	31/12/2014 Net	31/12/2014 Net
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés	193 134		193 134	194 160	194 160
Créances subordonnées à la clientèle					
TOTAL	193 134		193 134	194 160	194 160

PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS

En milliers de DH

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant Brut	Amortissements cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
26/02/2015	Matériel de bureau	1 290	1 290		129	129	
23/03/2015	Terrain isaac & alenda, rue ahmed faris	778		778	31 076	30 298	
29/04/2015	Matériel de bureau	1 702	1 702		170	170	
03/06/2015	Appartement el youssoufia	877	219	658	1 200	542	
30/06/2015	Terrain khadija et karim sidi messoud bouskoura	15 000		15 000	20 000	5 000	
		19 647	3 211	16 436	52 575	36 139	

CREANCES EN SOUFFRANCE SUR LA CLIENTELE SOCIALE

En milliers de DH

	Crédits par décaissement	Crédits par signature	Total	provision pour crédits par décaissement
créances douteuses	1 894 200		1 894 200	1 367 009
créances compromises	4 125 882		4 125 882	3 321 528
TOTAL	6 401 645		6 401 645	4 743 866

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En milliers de DH

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties		
Immobilisations incorporelles	995 354	65 448	36	1 060 766	529 694	58 598	36	588 256	472 511
Droit au bail	89 956	3 950		93 906					93 906
Immobilisations en recherches et développement									
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	905 399	61 498	36	966 861	529 694	58 598	36	588 256	378 605
Immobilisations incorporelles hors exploitation									
Immobilisations corporelles	5 272 089	1 285 540	19 669	6 537 959	3 050 137	111 282	3 224	3 158 195	3 379 764
Immeubles d'exploitation	1 097 202	17 180	877	1 113 506	310 382	10 483	219	320 647	792 859
Terrain d'exploitation	186 016		457	185 559					185 559
Immeubles d'exploitation - Bureaux	911 186	17 180	420	927 946	310 382	10 483	219	320 647	607 300
Immeubles d'exploitation - Logements de fonctions									
Mobilier et matériel d'exploitation	1 610 493	40 871	2 998	1 648 366	1 382 432	33 533	2 998	1 412 967	235 398
Mobilier de bureau d'exploitation	413 379	30 052		443 431	303 896	9 244		313 140	130 291
Matériel de bureau d'exploitation	175 656	2 238	2 994	174 900	158 340	3 233	2 994	158 579	16 321
Matériel informatique	904 877	7 061	4	911 935	837 202	17 962	4	855 160	56 774
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	19 634			19 634	9 130	1 431		10 561	9 073
Autres matériel d'exploitation	96 947	1 519		98 466	73 865	1 663		75 527	22 938
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	1 781 944	59 751	16	1 841 679	1 175 572	56 118	7	1 231 683	609 995
Immobilisations corporelles hors exploitation	782 450	1 167 738	15 778	1 934 409	181 750	11 147		192 898	1 741 512
Terrain hors exploitation	379 838	1 144 916	15 778	1 508 975					1 508 975
Immeubles hors exploitation	292 523	19 663		312 186	98 001	7 384		105 385	206 801
Mobilier et matériel hors exploitation	48 911	1 088		49 998	37 581	1 411		38 992	11 006
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	61 178	2 072		63 250	46 169	2 352		48 520	14 729
TOTAL	6 267 443	1 350 988	19 705	7 598 726	3 579 830	169 880	3 260	3 746 451	3 852 275



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

ETATS DE SYNTHÈSE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2015

www.bmcebank.ma

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILÉS

En milliers de DH

	Bank Al-Maghrib Trésor Public et Services des chèques postaux	Banques au Maroc	Autres Ets. de crédit et assimilés au Maroc	Ets. de crédit à l'étranger	Total 30/06/2015	Total 31/12/2014
Comptes ordinaires créditeurs			20 462	275 143	298 547	234 612
Valeurs données en pension	2 579 769	3 684 972		792 075	7 056 816	4 278 100
Au jour le jour						
A terme	2 579 769	3 684 972		792 075	7 056 816	4 278 100
Emprunts de trésorerie	2 510 000	718 506	3 273 614	2 821 532	9 323 652	10 189 470
Au jour le jour		610 404	437 355	485 950	1 533 709	1 595 494
A terme	2 510 000	108 102	2 836 259	2 335 582	7 789 943	8 593 976
Emprunts financiers	80 581		546 141	1 409 545	2 036 267	1 544 528
Autres dettes	9 527	399	19 721	29 647	68 089	
Intérêts courus à payer	21 177	18 017	15 781	21 661	76 636	66 713
TOTAL	5 201 054	4 424 836	3 875 719	5 319 956	18 821 565	16 381 512

DEPOTS DE LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	Secteur Public	Secteur Privé			TOTAL 30/06/2015	TOTAL 31/12/2014
		Entreprises Financières	Entreprises non Financières	Autre clientèle		
Comptes à vue créditeurs	1 058 010	1 485 203	13 245 268	44 090 677	59 879 158	56 389 337
Comptes d'épargne			37 561	19 392 741	19 430 302	19 484 747
Dépôts à terme	4 271 950	4 854 489	4 654 099	17 549 117	31 329 655	25 248 615
Autres comptes créditeurs	1 999 928	2 737 319	1 532 576	120 711	6 390 534	8 448 142
Intérêts courus à payer	33 256	41 182	90 753	368 193	533 384	531 595
TOTAL	7 363 144	9 118 193	19 560 257	81 521 439	117 563 033	110 102 437

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

En milliers de DH

ACTIF	30/06/2015	31/12/2014
Instruments optionnels vendus	49 300	11 279
Opérations diverses sur titres	2 231 167	2 251 953
Créditeurs divers	1 721 039	1 140 525
Sommes dues à l'Etat	426 206	559 114
Sommes dues aux organismes de prévoyance	58 650	51 841
Sommes diverses dues au personnel	128 724	162 670
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	793 227	3 588
Fournisseurs de biens et services	14 386	23 069
Divers autres créditeurs	299 846	340 243
Comptes de régularisation	921 631	546 844
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	108 826	150 827
Comptes d'écart sur devises et titres		
Résultats sur produits dérivés de couverture		
Comptes de liaison entre sièges, succ. et agences au Maroc	259 315	90 551
Charges à payer et produits constatés d'avance	202 150	209 824
Autres comptes de régularisation	351 340	95 642
TOTAL	3 015 137	3 950 602

PROVISIONS

En milliers de DH

	Encours 31/12/2014	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2015
Provisions déduites de l'Actif:	5 356 292	774 713	368 439	-938	5 761 628
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	58 669				58 669
Créances sur la clientèle	4 192 992	756 696	274 667	443	4 675 463
Agios réservés	9 733				9 733
Titres de placements		18 017			18 017
Titres de participation et emplois assimilés	1 087 389		93 515	-1 365	992 509
Immobilisations en crédit-bail et en location					
Titres d'investissement	7 509		257	-16	7 236
Provisions inscrites au Passif:	409 098	7 120	1 990	-1	414 227
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	1 757				1 757
Provisions pour risques de change					
Provisions pour risques généraux	390 600				390 600
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
Provisions pour autres risques et charges	16 741	7 120	1 990	-1	21 870
Provisions réglementées					
TOTAL GENERAL	5 765 390	781 832	370 428	-939	6 175 856

SITUATION DES CERTIFICATS DE DEPOT AU 30/06/2015

En milliers de DH

LIGNE	Date de jouissance	Date d'échéance	Caractéristiques			Volume
			Valeur nominale unitaire	Taux	Mode de remboursement	
CD BMCE	10/10/2012	10/10/2015	100	4.80%	Infini	360 500
CD BMCE	29/10/2012	29/10/2015	100	4.80%	Infini	18 500
CD BMCE	24/01/2014	24/07/2015	100	4.50%	Infini	455 000
CD BMCE	21/03/2014	21/03/2016	100	4.10%	Infini	705 000
CD BMCE	18/04/2014	18/04/2017	100	4.25%	Infini	420 000
CD BMCE	01/04/2014	01/04/2016	100	4.10%	Infini	60 000
CD BMCE	09/04/2014	09/04/2018	100	3.85%	Infini	65 000
CD BMCE	07/04/2014	07/04/2017	100	4.25%	Infini	443 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2017	100	4.20%	Infini	310 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2018	100	4.40%	Infini	170 000
CD BMCE	30/04/2014	30/04/2019	100	4.55%	Infini	365 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2017	100	4.15%	Infini	70 000
CD BMCE	08/05/2014	08/05/2019	100	4.50%	Infini	12 000
CD BMCE	13/05/2014	13/05/2016	100	3.90%	Infini	200 000
CD BMCE	15/05/2014	15/05/2017	100	4.20%	Infini	210 000
CD BMCE	14/07/2014	13/07/2015	100	3.50%	Infini	230 000
CD BMCE	27/10/2014	26/10/2015	100	3.20%	Infini	932 000
CD BMCE	27/10/2014	27/10/2016	100	3.35%	Infini	143 000
CD BMCE	11/11/2014	11/11/2016	100	3.35%	Infini	370 000
CD BMCE	11/11/2014	10/11/2015	100	3.20%	Infini	335 000
CD BMCE	25/11/2014	24/11/2015	100	3.15%	Infini	633 000
CD BMCE	19/01/2015	18/01/2016	100	2.85%	Infini	1 895 000
CD BMCE	19/01/2015	19/01/2017	100	2.95%	Infini	105 000
CD BMCE	29/01/2015	29/07/2015	100	2.75%	Infini	200 000
CD BMCE	04/02/2015	03/02/2016	100	2.85%	Infini	520 000
CD BMCE	04/02/2015	04/02/2018	100	3.10%	Infini	430 000
CD BMCE	09/03/2015	07/03/2016	100	2.80%	Infini	180 000
CD BMCE	09/03/2015	07/09/2015	100	2.75%	Infini	359 000
CD BMCE	27/04/2015	27/07/2015	100	2.85%	Infini	315 000
CD BMCE	27/04/2015	25/04/2016	100	2.95%	Infini	150 000
CD BMCE	29/04/2015	29/07/2015	100	2.80%	Infini	250 000
CD BMCE	30/04/2015	31/07/2015	100	2.80%	Infini	200 000
Encours CD BMCE						11 111 000

CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Encours 31/12/2014	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2015
Ecarts de réévaluation				
Réserves et primes liées au capital	10 693 747	413 900	3 036	11 110 683
Réserve légale	460 306			460 306
Autres réserves	5 327 023	413 900	3 036	5 743 959
Primes d'émission, de fusion et d'apport	4 906 418			4 906 418
Capital	1 794 633			1 794 633
Capital appelé	1 794 633			1 794 633
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
Actionnaires - Capital non versé				
Report à nouveau (+/-)	10	34		44
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)				
Résultat net de l'exercice (+/-)	1 203 572			902 575
TOTAL	13 691 962	413 934	3 036	13 807 935

DETTES SUBORDONNEES

En milliers de DH

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie de l'emprunt	Cours (1)	Taux	Durée (2)	Conditions de remboursement anticipé, subordonnée et convertibilité (3)	Montant de l'emprunt en monnaie nationale (contre-valeur DH)
DH	1 000 000	1	4,38%	10 ans		1 000 000
DH	150 000	1	5,95%	Perpétuel		150 000
DH	850 000	1	4,96%	Perpétuel		850 000
DH	950 000	1	4,23%	Perpétuel		950 000
DH	50 000	1	5,30%	Perpétuel		50 000
DH	160 000	1	6,18%	10 ans		160 000
DH	50 000	1	6,18%	10 ans		50 000
DH	790 000	1	5,08%	10 ans		790 000
DH	154 500	1	5,64%	10 ans		154 500
DH	845 500	1	4,22%	10 ans		845 500
DH	626 000	1	4,74%	10 ans		626 000
DH	1 374 000	1	3,69%	10 ans		1 374 000
EUR	70 000	10,91	5,86%	10 ans		763 805
EUR	30 000	10,91	5,90%	10 ans		327 945

(1) cours Bank-Al-Maghrib
(2) éventuellement indéterminée
(3) se référer au contrat de dettes subordonnées

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	30/06/2015	31/12/2014
Engagements de financement et de garantie donnés	20 259 963	15 674 188
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	1 168 454	1 010 948
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	1 168 454	1 010 948
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	6 969 172	5 135 737
Crédits documentaires import	3 030 785	1 840 429
Acceptations ou engagements de payer	1 065 873	668 394
Ouvertures de crédit confirmés	1 918 036	2 322 282
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés	954 478	304 632
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	2 544 843	2 475 877
Crédits documentaires export confirmés	26 112	32 356
Acceptations ou engagements de payer	19 080	4 186
Garanties de crédits donnés		
Autres cautions, avals et garanties donnés	2 499 651	2 439 335
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	9 577 494	7 051 626
Garanties de crédits donnés		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	6 899 039	5 097 562
Autres cautions et garanties donnés	2 678 455	1 954 064
Engagements en souffrance		
Engagements de financement et de garantie reçus	6 671 557	5 911 114
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés		
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus		
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	6 640 784	5 880 341
Garanties de crédits	2 102 193	2 079 268
Autres garanties reçues	4 538 591	3 801 073
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	30 773	30 773
Garanties de crédits	30 773	30 773
Autres garanties reçues		

ENGAGEMENTS SUR TITRES

En milliers de DH

ENGAGEMENTS	Montant
Engagements donnés	17 691
Titres achetés à réméré	
Autres titres à livrer	17 691
Engagements reçus	204 620
Titres vendus à réméré	
Autres titres à recevoir	204 620

OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

En milliers de DH

|--|--|--|



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK

30 Juin 2015

BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2015

www.bmcebank.ma

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

En milliers de DH

BILAN	Montant
Actif	37 861 725
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	72 086
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	21 096 365
Créances sur la clientèle	6 949 719
Titres de transaction et de placement et d'investissement	4 501 691
Autres actifs	292 756
Titres de participation et emplois assimilés	4 755 975
Créances subordonnées	193 133
Immobilisations données en crédit-bail et location	
Immobilisations incorporelles et corporelles	
Passif	35 736 939
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	26 673 184
Dépôts de la clientèle	4 967 600
Titres de créance émis	2 915 700
Autres passifs	89 305
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	
Dettes subordonnées	1 091 150
Hors bilan	7 034 842
Engagements donnés	6 830 630
Engagements reçus	204 212

MARGE D'INTERETS

En milliers de DH

	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts perçus	3 276 397	3 231 831
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	346 214	243 269
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	2 704 410	2 691 454
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	225 773	297 108
Intérêts servis	1 574 813	1 661 630
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	397 328	487 103
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	863 949	866 308
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	313 536	308 219

COMMISSIONS

En milliers de DH

COMMISSIONS	30/06/2015	30/06/2014
Commissions perçues	539 217	472 424
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle	203 560	164 300
Sur opérations de change	90 257	88 760
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	16 070	13 196
Sur produits dérivés		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	12 456	11 224
Sur moyens de paiement	155 252	139 720
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances	24 987	24 290
Sur autres prestations de service	36 635	30 934
Commissions versées	98 975	96 151
Sur opérations avec les établissements de crédit		
Sur opérations avec la clientèle		
Sur opérations de change	49 944	48 243
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres		
Sur produits dérivés	3 289	3 282
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	13 060	11 801
Sur moyens de paiement	18 623	22 505
Sur activités de conseil et d'assistance		
Sur ventes de produits d'assurances		
Sur autres prestations de service	14 059	10 320

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHÉ

En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	30/06/2015	30/06/2014
Produits	1 583 660	1 364 167
Gains sur les titres de transaction	378 152	639 893
Plus-value de cession sur titres de placement	139 371	92 733
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement		
Gains sur les produits dérivés	561 184	532 572
Gains sur les opérations de change	504 953	98 969
Charges	1 042 849	625 735
Pertes sur les titres de transaction	146 740	61 701
Moins value de cession sur titres de placement	25 453	23 887
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	18 017	335
Pertes sur les produits dérivés	550 253	500 718
Pertes sur opérations de change	302 386	39 094
RESULTAT	540 811	738 432

CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

En milliers de DH

CHARGES	30/06/2015	30/06/2014
Charges de personnel	693 865	654 220
Impôts et taxes	52 449	41 581
Charges extérieures	620 118	578 452
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	169 880	170 269

RESEAU

En nombre

	30/06/2015	31/12/2014
Guichets permanents	675	665
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque	712	702
Succursales et agences à l'étranger	1	1
Bureaux de représentation à l'étranger	34	29

TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

En milliers de DH

	Nombre de comptes		Montants	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Titres dont l'établissement est dépositaire	10 251	10 480	192 509 786	195 865 090
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	78	68	81 365 856	78 929 048
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

PASSAGE DU RESULTAT NET COMPTABLE AU RESULTAT NET FISCAL

En milliers de DH

INTITULES	Montant
I- Résultat Net Comptable	
Bénéfice net	902 575
Perte nette	
II- Réintégrations fiscales	225 469
1- Courantes	40 259
Dons et subventions	3 547
Cadeaux	5 769
Charges non déductibles	11 918
Primes de jouets	6
Amortissement voitures non déductibles	4 738
Provisions pour risques généraux	
Contribution à la cohésion sociale	14 282
2- Non courantes	185 210
Impôts sur les sociétés	185 210
III- Déductions fiscales	424 923
1- Courantes	424 923
Dividendes	424 923
Boni de liquidation SIP	
Produits non soumis à l'IS (sursis d'imposition)	
2- Non courantes	
Produits non soumis à l'IS (sursis d'imposition)	
VI- Résultat net fiscal	703 121
Impôts sur les sociétés	185 210
VI- Résultat net fiscal	
Reprise sur provisions pour investissements	

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

En milliers de DH

I- DETERMINATION DU RESULTAT	Montant
Résultat courant d'après le compte de produits et charges	1 087 785
(+) Réintégrations fiscales sur opérations courantes	40 259
(-) Déductions fiscales sur opérations courantes	424 923
(=) Résultat courant théoriquement imposable	703 121
(-) Impôt théorique sur résultat courant	185 210
(=) Résultat courant après impôts	902 575
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

En milliers de DH

	Solde au début de l'exercice (1)	Opérations comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	93 138	290 480	303 518	80 100
B- TVA à récupérer	91 480	191 087	211 778	70 789
Sur charges	86 047	166 549	187 774	64 822
Sur immobilisations	5 433	24 538	24 004	5 967
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	1 657	99 393	91 739	9 310

REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

MONTANT DU CAPITAL : 1 794 633 900 DH

MONTANT DU CAPITAL SOCIAL SOUSCRIT NON APPELÉ : -

VALEUR NOMINALE DES TITRES : 10 DH

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue (%)	Pourcentage des droits de vote (%)
		Exercice précédent	Exercice actuel		
A-ACTIONNAIRES MAROCAINS					
RMA WATANYA *	67 Avenue des FAR - Casablanca	53 814 091	53 721 108	29,93	29,93
SFCM	239, Bd Mohamed V - Casablanca	907 205	907 205	0,51	0,51
FINANCECOM	69, Avenue des FAR - Casablanca	10 705 347	10 705 347	5,97	5,97
CIMR	100, Bd Abdelmoumen - Casablanca	7 348 804	7 348 804	4,09	4,09
CDG**		15 186 872	17 138 328	9,55	9,55
MAMDA/MCMA	16, Rue Abou Inane - Rabat	9 220 533	9 220 533	5,14	5,14
Personnel BMCE		2 620 016	2 363 548	1,32	1,32
SBVC et divers		27 997 360	26 395 355	14,71	14,71
TOTAL (1)		127 800 228	127 800 228		
B-ACTIONNAIRES ÉTRANGERS					
BES VIDA COMPAH-NIA DE SEGUROS SA		4 634 108	4 634 108	2,58	2,58
BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL		47 029 054	47 029 054	26,21	26,21
		51 663 162	51 663 162		
TOTAL		179 463 390	179 463 390	100%	100%

* Y compris OPCVM dédiés de RMA WATANYA

** Suivant confirmation CDG datée du 26/05/2015

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

En milliers de DH

A- Origine des résultats affectés	Montant	B- Affectation des résultats	Montant
Décision du : 26 mai 2015			
Report à nouveau	10	Réserves légales	
Résultats nets en instance d'affectation		Dividendes	789 639
Résultats nets de l'exercice	1 203 572	Autres affectations	413 943
Prélèvement sur les bénéfices			
Autres prélèvements			
TOTAL A	1 203 582	TOTAL B	1 203 582

RESULTATS ET AUTRES ELEMENTS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

En milliers de DH

	30/06/2015	31/12/2014	31/12/2013
Capitaux propres et assimilés	22 019 355	19 995 030	18 633 841
Opérations et résultats de l'exercice			
Produit net bancaire	3 044 483	5 518 532	4 809 284
Résultat avant impôts	1 087 785	1 454 706	1 480 987
Impôts sur les résultats	185 210	251 133	372 362
Bénéfices distribués	789 639	717 854	592 229
Résultats non distribués (mis en réserves ou en instance d'affectation)			
Résultat par titre (en MAD)			
Résultat net par action ou part sociale	4	4	3
Bénéfice distribué par action ou part sociale			
Personnel			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	693 865	1 352 127	1 308 295
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	5 068	4 955	4 883

DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS

I- DATATION	30/06/2015
Date de clôture (1)	
Date d'établissement des états de synthèse (2)	
(1) justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse	
II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{ERE} COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE	
Dates	Indications des événements
	Favorables
	Défavorables

EFFECTIFS

En nombre

EFFECTIFS	30/06/2015	31/12/2014
Effectifs rémunérés	5 068	4 955
Effectifs utilisés	5 068	4 955
Effectifs équivalent plein temps	5 068	4 955
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)		
Cadres (équivalent plein temps)	3 226	3 052
Employés (équivalent plein temps)	1 842	1 903
Dont effectifs employés à l'étranger	42	34



Kasbah Ait Hammou Ou Said, réhabilitée et transformée en école Medersat.com par la Fondation BMCE BANK



30 Juin 2015

BMCE BANK

ETATS DE SYNTHESE

COMPTES SOCIAUX

AU 30 JUIN 2015

www.bmcebank.ma

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

En milliers de DH

	D < 1 mois	1 mois < D < 3 mois	3 mois < D < 1 an	1 an < D < 5 ans	D > 5 ans	Total
Actif						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	5 073 242	1 229 249	4 859 944	5 915 107	374 082	17 451 624
Créances sur la clientèle	13 136 073	16 465 762	9 405 824	25 093 879	25 196 755	89 298 293
Titres de créance	1 500 134	2 544 658	1 878 938	4 248 901	2 356 491	12 529 122
Créances subordonnées						
Crédit-bail et assimilé						
TOTAL	19 709 449	20 239 669	16 144 706	35 257 887	27 927 328	119 279 039
Passif						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 846 132	679 942	9 296 762	926 880	206 751	16 956 467
Dettes envers la clientèle	4 701 102	5 152 413	15 839 295	3 911 576	2 162 215	31 766 601
Titres de créance émis	1 650 000	359 000	5 989 000	3 113 000		11 111 000
Emprunts subordonnés				2 091 150	4 000 000	6 091 150
TOTAL	12 197 234	6 191 355	31 125 057	10 042 606	6 368 966	65 925 218

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

En milliers de DH

CATEGORIE DE TITRES	30/06/2015	30/06/2014
Titres de participation	12 736	8 870
Participations dans les entreprises liées	424 923	346 888
Titres de l'activité de portefeuille		
Emplois assimilés	21 854	28 081
TOTAL	459 513	383 839

TITRES DE PARTICIPATION AU 30/06/2015

	Secteur d'activité	Nombre de titres	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Provisions	Valeur comptable nette
TITRES DE PARTICIPATION							
EMAT	STÉ HOLDING	44 828	8 047 300	55,71	30 354 800	30 354 800	
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY	GEST. DE LA PLACE FINANCIÈRE DE CASABLANCA	500 000	400 000 000	12,50	50 000 000		50 000 000
MAGSHORE	OFFSHORING	192 500	38 500 000	50,00	19 250 000	19 250 000	
TANGER ZONE FRANCHE	STÉ D'AMÉNAGEMENT	545 892	644 150 000	8,47	34 990 558		34 990 558
ECOPARC DE BERRECHID		120 000	55 000 000	21,82	12 000 000		12 000 000
CENTRE MONÉTIQUE INTERBANCAIRE	GESTION MONÉTIQUE	109 984	98 200 000	11,20	11 000 000		11 000 000
FONDS DE GARANTIE DE LA COMMANDE PUBLIQUE	FONDS D'INVESTISSEMENT	100 000	100 000 000	10,00	10 000 000		10 000 000
MOROCCAN INFORMATION TECHNO PARC CIE	GEST.IM.TECHNO PARC	56 500	46 000 000	12,28	5 650 000		5 650 000
MARTKO (MAGHREB ARAB TRADING C*)	ETS FINANCIER	12 000	600 000 USD	20,00	970 638	970 638	
MITC CAPITAL	GEST. FONDS MNF	4 000	2 000 000	20,00	400 000		400 000
STE RECOURS	STÉ DE RECOUVREMENT	3 750	2 500 000	15,00	375 000	375 000	
O TOWER	STÉ D'AMÉNAGEMENT	2 250	1 000 000	22,50	225 000		225 000
FONCIERE EMERGENCE	PROM. IMMOBILIER INDUSTRIEL ET DE SERVICES	193 392	240 033 800	8,06	18 130 500		18 130 500
511 TITRES DE PARTICIPATION					193 346 496	50 950 438	142 396 058
TITRES DES ENTREPRISES LIEES							
BOA GROUP	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	383 624	80 699 975	73,68	2 410 126 951		2 410 126 951
STE SALAFIN	CRÉDIT À LA CONSOMMATION	1 790 432	239 449 700	74,77	628 635 120		628 635 120
BBI	ETS DE CRÉDIT/ÉTRANGER	144 839 000	144 839 000	100,00	2 219 662 819	496 808 718	1 722 854 101
MAGHREBAIL	CRÉDIT BAIL	726 220	138 418 200	52,47	370 770 144		370 770 144
LITTORAL INVEST	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	26 000	2 600 000	100,00	450 000 000		450 000 000
LOCASOM	LOCATION LONGUE DURÉE	784 768	83 042 900	94,50	336 882 375		336 882 375
HANOUTY	DISTRIBUTION	76 486	16 767 900	45,60	121 815 273	121 815 273	
BANQUE DE DEVELOPPEMENT DU MALI	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	121 723	10 000 429 600 CFA	32,38	137 626 975		137 626 975
BMCE CAPITAL	BANQUE D'AFFAIRES	1 000 000	100 000 000	100,00	100 000 000		100 000 000
STE CONSEIL INGENIERIE ET DEVELOPPEMENT	BUREAU D'ÉTUDE	155 437	40 000 000	38,85	90 191 610		90 191 610
MAROC FACTORING	FACTORING	450 000	45 000 000	100,00	51 817 450		51 817 450
GLOBAL NETWORK SYSTEMS HOLDING	TRAITEMENT DE L'INFORMATION	116 000	11 600 000	100,00	46 591 421		46 591 421
EUROSERVICES	ETS FINANCIER	3 768	4 831 000	78,00	41 114 532		41 114 532
BMCE IMMOBILIER	SCI	200 000	20 000 000	100,00	29 700 000		29 700 000
RM EXPERT	RECOUVREMENT CRÉANCES	199 996	20 000 000	100,00	20 000 000		20 000 000
CONGOLAISE DES BANQUES	ETS DE CRÉDIT ÉTRANGER	100 000	4 000 000 000 CFA	25,00	16 640 038		16 640 038
ACMAR	ASSURANCES ET SERVICE	100 000	50 000 000	20,00	10 001 000		10 001 000
BMCE CAPITAL BOURSE (MAROC INTER TITRES)	STÉ DE BOURSE	67 500	10 000 000	67,50	6 750 000		6 750 000
STE FINANCIERE ITALIE	SOCIÉTÉ FINANCIÈRE	600 000	600 000 EURO	100,00	6 546 900	6 546 900	
BMCE CAPITAL GESTION (MARFIN)	GESTION OPCVM	50 000	5 000 000	100,00	6 442 928		6 442 928
EURAFRIC INFORMATIQUE	SERVICE INFORMATIQUE	40 998	10 000 000	41,00	4 100 000		4 100 000
DOCUPRINT (STA)	STÉ DE SERVICE	50 000	5 000 000	100,00	19 000 000		19 000 000
BMCE ASSURANCE	ASSURANCES	15 000	1 500 000	100,00	3 025 000		3 025 000
IT INTERNATIONAL SERVICE	STÉ DE SERVICE INFORMATIQUE	3 100	31 000 EURO	100,00	338 257		338 257
EURAFRIC GED SERVICES	STÉ DE SERVICE	937	2 200 000	4,26	93 700		93 700
SONORMA	SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE	300	100 000	30,00	30 000		30 000
512 TITRES DE PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIEES					7 127 902 491	625 348 191	6 502 554 300
TITRES DE L'ACTIVITE DU PORTEFEUILLE							
E.S.F.G.	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	923 105	207 075 338 EUR	0,45	173 976 919	159 851 308	14 125 611
E.S.J	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	467 250	500 400 000 EUR	0,93	149 765 587	134 972 950	14 792 637
PROPARCO	ETS CRÉDIT MULTI-NATIONAL	1 082 935	693 079 200 EUR	2,50	175 069 814		175 069 814
UBAE ARAB ITALIAN BANK	ETS CRÉDIT/ÉTRANGER	63 032	159 860 800 EUR	4,34	72 281 538		72 281 538
FONDS D'INVESTISSEMENT DE L'ORIENTAL	FONDS D'INVESTISSEMENT	107 500	300 000 000	7,17	10 750 000	3 906 038	6 843 962
MAROC NUMERIC FUND	FONDS D'INVESTISSEMENT	200 000	100 000 000	20,00	10 000 000	2 265 228	7 734 772
INMAA SA	SOCIÉTÉ DE SERVICE	53 333	20 000 000	26,67	5 333 300	2 322 982	3 010 318
AMETHIS FINANCE LUXEMBOURG	STÉ D'INVEST EN CAPITAL À RISQUE	1 790	56 702 294	3,16	33 733 857		33 733 857
AFREXIM BANK (AFRICAN IMPORT EXPORT)	ETS CRÉDIT /ÉTRANGER	30	175 621 000 USD	0,20	2 997 604		2 997 604
FONDS MONÉTAIRE ARABE (ARAB TRADE FINANCING PROGRAM)	ETS FINANCIER	50	500 000 000 USD	0,05	2 915 700		2 915 700
FIROGEST	FONDS D'INVESTISSEMENT	2 500	2 000 000	12,50	250 000		250 000
BANQUE MAGHREBINE D'INVEST ET DU COMMERCE EXT	ETS CRÉDIT	6 000	150 000 000 USD	4,00	14 578 500		14 578 500
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE BANCAIRE	GESTION DES FONDS DE GARANTIE	588	1 000 000	5,88	58 800		58 800
515 TITRES DE L'ACTIVITE DE PORTEFEUILLE					651 711 618	303 318 505	348 393 113
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION							
CFG GROUP	BANQUE D'INVESTISSEMENT	285 065	288 956 500	9,87	103 997 380		103 997 380
MUTANDIS	FONDS D'INVESTISSEMENT	1 174 805	1 249 264 100	9,40	130 625 714		130 625 714
ROYAL RANCHES MARRAKECH	PROMOT.IMMOBILIÈRE ET TOURISTIQUE	106 667	800 000 000	1,33	60 000 000		60 000 000
SOGEOS	STÉ D'AMÉNAGEMENT	46 216	35 000 000	13,20	4 621 600		4 621 600
LA CELLULOSE DU MAROC	PÂTE À PAPIER	52 864	700 484 000	0,75	3 393 433	3 393 433	
SMAEX	ASSURANCES ET SERVICE	16 900	37 500 000	4,51	1 690 000		1 690 000
FRUMAT	AGRO-ALIMENTAIRE	4 000	13 000 000	3,08	1 450 000	1 450 000	
STE IMMOBILIERE SIEGE GPBM	IMMOBILIER	12 670	19 005 000	6,67	1 267 000		1 267 000
STE D'AMÉNAGEMENT DU PARC INDUSTRIEL	STÉ D'AMÉNAGEMENT	10 000	60 429 000	1,65	1 000 000		1 000 000
MAROCLEAR	DÉPOSITAIRE CENTRAL	8 030	20 000 000	4,02	803 000		803 000
EXPERIAN MAROC	STÉ DE SERVICE	27 000	90 000 000	3,00	2 700 000	2 700 000	
GECOTEX	INDUSTRIE	5 000	10 000 000	5,00	500 000	500 000	
SOCIETE ALLICOM MAROC	INDUSTRIE	5 000	20 000 000	2,50	500 000	500 000	
DAR ADDAMANE	ORGANISMES DE GARANTIE	9 610	75 000 000	0,64	480 500		480 500
STE IPE	EDITION ET IMPRESSION	4 000	5 440 000	7,35	400 000		400 000
SINCOMAR	AGRO-ALIMENTAIRE	494	37 440 000	0,13	49 400	49 400	
PORNET	SERVICE INFORMATIQUE	1 800	6 000 000	0,03	180 000		180 000
SWIFT	STÉ DE SERVICE	23	434 020 000 EUR	0,01	23 533		23 533
DYAR AL MADINA	CIE IMMOBILIÈRE	640	20 000 000	0,32	8 500		8 500
RADIO MEDITERRANEE		10	210 000 000		2 100		2 100
RMA WATANYA	ASSURANCES	5	1 796 170 800		1 973		1 973
RISMA	TOURISME	10	795 941 500	0,00010	1 925		1 925
516-9 AUTRES TITRES DE PARTICIPATION					313 696 058	8 592 833	305 103 225
COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS							
RADIO MEDITERRANEE					70 822 215		70 822 215
BMCE IMMOBILIER					38 000 000		38 000 000
MARTCO					1 500 000	1 500 000	
SIÈGE G.P.B.M.					723 210		723 210
MAGSHORE					2 247 500	2 247 500	
ALLICOM MAROC					552 000	552 000	
514 AUTRES EMPLOIS ASSIMILÉS					113 844 924	4 299 500	109 545 424
TOTAL GÉNÉRAL					8 400 501 587	992 509 467	7 407 992 120

Sont assortis de la mention "Néant" pour le 1^{er} semestre 2015, les états suivants :

- Etat des dérogations ;
- Etat des changements de méthodes ;

- Immobilisations données en crédit-bail, en location avec option d'achat et en location simple ;
- Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie.

Société Anonyme au capital de 1.794.633.900 dirhams
Siège Social : Casablanca - 140, Avenue Hassan II.
Arrêté du Ministre des Finances n° 2348-94 du 14 rabii I 1415 (23 août 1994).
R.C. Casablanca n° 27.129